L'ASSASSINAT DE M^{gr} FRÉDÉRIC DE RAGUENEAU À SIGNES - AUTOPSIE D'UN MEURTRE

Pierre-Marseille DE SABOULIN BOLLENA

Le vendredi 26 septembre 1603 à Signes, Mgr Frédéric de Ragueneau est assassiné. « *Quelques scélérats s'étant masqués, le guettèrent, lorsqu'il se promenait dans la salle de sa maison de Signe, avec le Viguiier du lieu, et à la faveur de la portière, ils lui lâchèrent dans le ventre un coup de pistolet, dont il mourut trois heures après* »¹. La nouvelle de l'assassinat de l'évêque de Marseille se répand comme une traînée de poudre à travers le pays et dans une certaine confusion. Le notaire Claude Dailhot de Cassis relate en page de titre de son registre la « *relation de la mort d'un chanoine marseillais à [Signe ?] et d'événements concernant le château d'Aubagne* »².

L'affaire fait évidemment grand bruit et le parlement dépêche sur place, dès le lendemain, le prévôt des marchands puis le président Guillaume du Vair³. Ce dernier écrit deux jours plus tard au Roi pour l'en informer : « *Le plus évident soupçon qu'on aye jusques encores est que les habitants de ce lieu contre lesquelz il avoit eu de grandz procez et qui luy devoit de grandz sommes de deniers pour lesquelles néanmoins depuis peu ils avoient transigé* »⁴. Les soupçons se portent donc immédiatement sur les habitants de Signes, comme si cela relevait de l'évidence pour les contemporains comme pour les institutions judiciaires. Cette version, d'une vengeance locale de la population contre leur seigneur, fut reprise à l'unisson par tous les historiens.

Ça n'est que récemment que l'abbé Victor Saglietto mit en lumière la dimension en partie religieuse de cette affaire⁵. Cette analyse a été poursuivie et étayée par Wolfgang Kaiser qui voit dans l'assassinat du prélat, la conclusion de l'enchevêtrement d'un « contentieux social » et d'un « conflit religieux »⁶. Beaucoup d'incertitudes demeurent sur ce crime. Une lecture systématique des archives communales de la ville de Signes, ainsi que l'analyse des liens de parenté des protagonistes, nous donne aujourd'hui l'occasion de broser un tableau plus précis de cette affaire. Elle permet notamment de lever le voile sur la communauté réformée de Signes qui joua un rôle plus que notable dans l'histoire du protestantisme marseillais et provençal.

Si cette affaire eut autant d'écho et que le mobile du crime parut si évident à l'époque, c'est qu'au-delà du statut de la victime, loin d'être un simple fait-divers local comme a pu l'être l'assassinat de son successeur M^{gr} Turriccela, le conflit entre la commune de Signes et son seigneur-évêque a impliqué des réseaux et des personnalités importantes de la vie et de l'histoire provençale. La gestation du crime – pour reprendre l'expression de Wolfgang Kaiser – se réalise en deux temps. L'affrontement entre les Signois et M^{gr} de Ragueneau, d'abord prédominé par la dimension religieuse, va muter en un conflit économique et social profond qui va transcender les anciens clivages religieux et aboutir au meurtre du prélat.

1 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie des Évêques de Marseille avec des notices historiques sur chacun de ces Prélats*, Marius Olive, Marseille, 1884, p. 142 et s.

2 AD 13, 406 E 14, page de titre.

3 Mémoires de Fr. du Périer, escuyer de la ville d'Aix, d'après le Ms de César Nostradamus continuant l'Histoire de Provence, p. 17, verso, Bibliothèque de Carpentras, reproduit dans BOUSQUET, C., *La Major, cathédrale de Marseille*, Veuve Marius Olive Marseille, 1857, p. 545-546.

4 Guillaume du Vair à Henri IV, d'Aix en Provence, le 29 septembre 1603, B. N., ms. fr.32198 fol. 175r-v, reproduit dans KAISER, W., « La gestation d'un crime. Le contexte religieux et social du meurtre de Frédéric de Ragueneau, évêque de Marseille (26 septembre 1603) », Bernard Cousin (éd.), *Mélanges Michel Vovelle : volume aixois : sociétés, mentalités, cultures. France (XV^e-XX^e siècles)*, Aix-en-Provence, 1997, p. 287.

5 SAGLIETTO, Abbé V., « L'assassinat à Signes de Mgr. F. de Ragueneau, évêque de Marseille », *Les Archives d'Histoire et d'Archéologie du Diocèse de Fréjus et Toulon*, 1932, fasc. 1:1 (avril-juin).

6 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*.

Le décès de M^{gr} Frédéric de Ragueneau clôture un épiscopat de 30 ans qui contraste avec celui de son oncle et plus encore avec celui de son anté-prédécesseur Jean-Baptiste CYBO, figure adulée de la ville de Signes ⁷. Il vient clore un conflit âpre et prolongé de la commune de Signes avec son seigneur l'évêque de Marseille ⁸, qui va avec les guerres de religion concomitantes ruiner la commune et certains de ses habitants. Le procès qui en découlera lui, s'achèvera plus de 40 ans après.

L'ÉPISCOPAT DE PIERRE DE RAGUENEAU ET LES PRÉMICES DU CONFLIT

Au règne paternel de M^{gr} Jean-Baptiste Cibo, sous lequel Signes ne cessa de prospérer ⁹, « succéda une ère de désastreuse tension qui finit par entraîner la mort violente de Frédéric de Ragueneau » ¹⁰. Après le court intermède de M^{gr} Christophe de Monte (1550-1556) qui vraisemblablement ne vint jamais dans son diocèse de Marseille, lui succéda M^{gr} Pierre de Ragueneau, d'une famille originaire de Tours. Le chanoine Albanès note : « *On n'a jamais su ce qui avait attiré Pierre de Ragueneau dans nos contrées* » ¹¹. Les recherches sur les circonstances de l'arrivée de ce prélat en Provence sont restées très succinctes, elles auraient pourtant permis d'éclairer d'un jour nouveau l'épiscopat de ce dernier, comme celui de son neveu.

Les Ragueneau appartiennent à la noblesse d'échevinage de la ville de Tours ¹². Ils sont, au tournant du 15^e et du 16^e siècles, une des principales familles de juristes et de financiers de cette ville au cœur du pouvoir français alors localisé sur les châteaux de la Loire. Etienne Ragueneau, marchand-bourgeois, échevin-maire de Tours en 1482 ¹³, fût l'un des financiers qui veilla à la construction du château de Plessis-Lès-Tours, résidence de Louis XI ¹⁴, et présida la délégation des principaux notables de la ville envoyé aux noces du Dauphin de France avec Anne de Bretagne à Amboise ¹⁵. Il épouse Louise Briçonnet, fille de Jean, l'ainé, receveur général des finances, et de Jeanne Berthelot, deux autres grandes familles d'argentiers de la monarchie française ¹⁶. Sa famille se trouve au cœur des cercles d'influence des grands banquiers du début du 16^e qui soutiennent la monarchie française et les guerres d'Italie.

Etienne de Ragueneau laisse plusieurs enfants dont Frédéric de Ragueneau époux de Perrine Richard et père de Pierre Ragueneau, notre futur évêque ¹⁷, et Jacques de Ragueneau. Ce dernier, exemple typique des financiers et grand commis de l'État sous François I^{er}, cumule les charges de notaire et secrétaire du Roi près la chancellerie de France, de receveur général des tailles du Poitou, et de commissaire et trésorier général de la Marine de Provence ¹⁸. Le grand bâtard de Savoie est alors amiral de la flotte de Provence et du Levant. Jacques de Ragueneau se place au service et sous la protection de ce Prince au côté duquel on le retrouve lorsqu'il est nommé ambassadeur auprès du Corps Helvétique en décembre 1521 ¹⁹.

7 SABOULIN BOLLENA, P.-M. de, « M^{gr} Jean-Baptiste Cybo, la commune de Signes et ses fermiers généraux », *Revue de la Société des Amis du Vieux Toulon et de sa région*, 2021, n°143, p. 47-63.

8 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 287-288.

9 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes, étude archéologique et historique*, Toulon, 1992, p. 75.

10 SABOULIN BOLLENA, P.-M. de, « M^{gr} Jean-Baptiste Cybo,... », *art. cit.*, p. 47-63.

11 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, *op. cit.*, p. 139.

12 BELSUNCE, M^{gr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille et la succession de ses évêques*, chez la veuve Brébion, Marseille, 1751, t. 3, p. 180.

13 DAUBAN, Ch. A., « Histoire des maires de la ville de Tours par les jetons », Paris, *Revue des Sociétés savantes*, t. II, p. 582.

14 BETGE, M.-A., Fragments d'un compte du receveur général des finances du Languedoc (1491-1492), *Mémoires de la Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher*, Vol. 28, 1930, p. 63.

15 BELSUNCE, M^{gr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, *op. cit.*, t. 3, p. 181.

16 Voir notamment : SPONT, A., « Semblançay (?-1527) la bourgeoisie financière au début du XVI^e siècle », 1986.

17 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, *op. cit.*, p. 139 et 141.

18 LEGOHÉREL, Henri, *Les trésoriers généraux de la marine, 1517-1788*, 1965, p. 34-35, p. 97.

19 ROTT, E., *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés (1450-1559)*, ouvrage publié sous les auspices des archives fédérales suisses, t. 1, Bern, 1900. Le château de Beauregard, après avoir appartenu à René, bâtard de Savoie, oncle de François I^{er}, et à sa veuve Anne de Lascaris, comtesse de Villars et de Tende, fut vendu à Jacques de Ragueneau, dont la veuve le céda à Jean du Thier, contrôleur général des finances puis ministre des affaires étrangères. BETGE, M.-A., « Fragments d'un compte du receveur général... », *op. cit.*, p. 25.

Au bénéfice des liens de son oncle, on retrouve Pierre Ragueneau, secrétaire de Claude de Savoie, Comte de Tende, en 1547²⁰. Ses premières années en Provence sont donc marquées par le massacre des vaudois à Mérindol. Le Comte de Tende refuse d'y participer et s'attire l'hostilité du Parlement de Provence²¹, (sa seconde épouse, Françoise de Foix-Candalle, est protestante). Les vaudois ont rejoint officiellement la Réforme au synode de Chanforan en 1532, sous l'influence de Guillaume Farel²². Ce dernier appartenait au cénacle de Meaux animé par Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux et oncle de Pierre de Ragueneau²³. Il évolue donc dans des cercles proches de la Réforme. En 1550 Odet de Coligny, cardinal de Chatillon, son protecteur²⁴, le fait son grand-vicaire pour son abbaye de Sorèze²⁵. Après avoir cumulé un certain nombre de bénéfices²⁶ dont celui de chanoine et sacristain de la cathédrale de Marseille²⁷, il obtient le siège épiscopal de la cité phocéenne le 9 mars 1556. Il prend possession de son évêché le 2 mai 1556, et sera sacré à Avignon le dimanche 16 janvier 1558²⁸. Si M^{gr} de Belsunce affirme que Pierre Ragueneau « *n'eut jamais aucune sorte de penchant pour cette secte* »²⁹, ces antécédents expliquent son attitude de relative tolérance vis-à-vis de la Réforme.

Quand il monte sur le siège de Marseille, le conflit religieux est en gestation. Depuis déjà une vingtaine d'années, la Réforme progresse en Provence³⁰ et à Marseille³¹. En effet, quatorze marseillais ont été poursuivis ou condamnés par le Parlement comme suspect d'hérésie³², de premières assemblées se sont formées³³ et un prédicateur a été expulsé³⁴. De même, on perçoit les premières traces de pénétration au sein du Parlement de Provence³⁵. On retrouve des étudiants provençaux à l'Académie de Genève³⁶, ainsi que des réfugiés marseillais

-
- 20 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, *op. cit.*, p. 140 ; Claude de Tende est le fils de René de Savoie.
- 21 PANISSE-PASSIS, H. de, *Les comtes de Tende de la maison de Savoie*, Paris, Firmin-Didot, 1889, p. 67-68.
- 22 MANTEYER, G. de, *Les Farel, les Aloa et les Riquet. Milieu social où naquit la Réforme dans les Alpes*, Gap, Louis Jean & Peyrot Imprimeurs-Éditeurs, 1912.
- 23 Il est le fils de Guillaume Briçonnet (le jeune) et de Raoulette de Beaune.
- 24 BELSUNCE, M^{gr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, *op. cit.*, t. 3, p. 185.
- 25 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, *op. cit.*, p. 140.
- 26 Prévôt de Pignans, prieur de Gonfaron en 1547 ; prieur de la Celle en 1549, prieur de Pierrevert et de Cogolin, curé de Brignoles, prévôté d'Aix en 1551, ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, *op. cit.*, p. 140. Ce cumul, normalement interdit, nécessita des dispenses : BELSUNCE, M^{gr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, *op. cit.*, t. 3, p. 183-184.
- 27 BOUSQUET, C., *La Major, cathédrale de Marseille*, *op. cit.*, p. 451.
- 28 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, *op. cit.*, p. 140.
- 29 BELSUNCE, M^{gr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, *op. cit.*, t. 3, p. 185.
- 30 AUDISIO, G., « Les signes de l'hérésie en Provence vers 1540 » *Identités juives et chrétiennes : France méridionale XIV^e-XIX^e siècle*. Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2003.
- 31 PROCACCI, G., « La Provence à la veille des guerres de Religion. Une période décisive : 1535-1545 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 5 N°4, Octobre-décembre 1958. p. 244 et s. ; ALBANÈS, J.-H., « Nouvelles pièces concernant le protestantisme en Provence (1533-1538) », *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, 1885, n° 3-4, p. 214-230.
- 32 QUIVY, V., « Les premiers protestants de Marseille (1562-1583) », Mémoire de maîtrise, Université d'Aix en Provence, sous la dir. de Gabriel Audisio, dactyl., p. 54 ; AD 13, Série B, registres 444, 446, 229, 4496, 5443, 5446, 5448, 5451, 5455 et 5458 ; KAISER, W., *Marseille au temps des troubles. Morphologie sociale et luttes de factions 1559-1596*, Paris, Éditions de l'ÉHÉSS, 1992, p. 192.
- 33 KAISER, W., « Entre persécution et coexistence tacite : les protestants à Marseille au XVI^e siècle », *Provence historique*, fasc. 197, juillet-septembre 1999.
- 34 Raphaël de Podio en 1543. KAISER, W., *Marseille au temps des troubles*, *op. cit.*, p. 192.
- 35 KAISER, W., « Carrières de plume. Parcours et stratégies familiales des parlementaires d'Aix au XVI^e siècle » *Le Parlement de Provence : 1501-1790*. Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence, 2002, p. 37 ; Martin Mouton est le premier parlementaire explicitement accusé d'hérésie en 1554, on relève aussi l'avocat des pauvres Gabriel Paul, l'huissier Jehan Genenou et les avocats Johannis Parisi et Johannis Mymata, KEMPA, A., « L'attitude du Parlement aixois face à ses membres protestants (1550 -1572) », *Siècles*, 2 | 1996, p. 43. Les conseillers au Parlement Génas, Chateaneuf, Salomon, Péna, Ferrier, Arcussia, Sommati et l'avocat général Puget font ouvertement profession de foi protestante. LAMBERT, G., *Histoire des Guerres de Religion en Provence (1530-1598)*, Toulon, 1870, t. 1, p. 95.
- 36 Livre du recteur de l'Académie de Genève, 1559 : Jean Mouton, de Grasse, Antoine Roman, d'Aix, Robert de Bègue, de Marseille. ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence, du comtat Venaissin et de la principauté d'Orange*, Vol. 1, Slatkine Reprints, Genève, 1979, p. 563.

dans la cité de Calvin³⁷. Les dénis de justice s'enchaînent : à la suite du massacre de Mérindol³⁸, puis du procès de Paul et Antoine Richieu de Mauvans, et enfin de l'assassinat de ce dernier³⁹. La prise de pouvoir des Guise achève le mouvement, provoquant en Provence le soulèvement des protestants et l'ouverture de la première guerre de religion en 1559⁴⁰. À cette période, on dénombre une soixantaine de communautés réformées ou « églises dressées » en Provence⁴¹. Celle de Marseille possède un ministre et un consistoire⁴² et semble alors dynamique. Signes est avec Auriol un des foyers identifiés du protestantisme marseillais⁴³.

La première mention de « l'hérésie » protestante dans les registres communaux de la ville de Signes est la copie, en février 1553, par M^e Buisson greffier de la communauté, de lettres patentes du Roi en date du 26 septembre 1552. Elles interdisent à tout avocat, procureur, officier, greffier, viguier, solliciteur, etc... convaincu du crime d'hérésie, d'exercer leurs charges jusqu'à ce qu'ils « *soyent purgés desdites accusations et suspicions* »⁴⁴. Cette transcription montre que la Réforme a déjà pénétré les élites locales. On trouve, dès cette période, au conseil communal plusieurs individus qui seront ultérieurement convaincus ou suspectés de protestantisme⁴⁵. En outre, les noms des personnalités aixoises et marseillaises identifiées comme appartenant à la Réforme révèlent déjà des liens de parentèles avec les familles de notables de la ville de Signes⁴⁶.

Le 17 juin 1556, à la nouvelle de la nomination de Pierre de Ragueneau, la commune députe ses consuls avec Guillaume Venel, Jacques Alphant, Jacques Bernard et Gabriel Barthélémy dit Fabre, pour offrir un présent au nouvel évêque de Marseille et au Comte de Tende lors de leur venue à Signes⁴⁷. Plusieurs d'entre eux se révéleront être protestants. L'idée développée qu'ils avancent prudemment, ou masqués⁴⁸, se trouve confirmée les années suivantes. Le 29 juin 1557, le conseil communal, alors composé des consuls François Sebolin et Elzias Amalric, ainsi que des conseillers Guillaume Juvenal, Fouques Nissard, tous protestants, délibère de donner 10 testons à « *Monseigneur le docteur de Sorbonne pour fere sept ou huit presches au present liou*

- 37 Archives de l'hôtel de ville de Genève, Registre et Rolle des estrangers reçus pour habiter Genève : 1^{er} septembre 1552 - Bernardin Candolle, fils de feu Jean de Marseille (seigneur de Juhlans, près de Signes, reçu bourgeois de Genève le 9 mai 1555, son frère Côme et son neveu Pyramus le suivront quelques années plus tard), 6 août 1554. ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, op. cit., p. 547 et s. ; 12 marseillais sont reçus entre 1552 et 1559 : KAISER, W., « Entre persécution et coexistence tacite... », art. cit., p. 577.
- 38 AUDISIO, G., « L'affaire Cabrières et Mérindol : de la valeur des témoignages (1545-1551) » *Le Parlement de Provence : 1501-1790*. Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2002, p. 53.
- 39 GRAS-BOURQUET, E., *Antiquités de l'arrondissement de Castellane*, Repos, 1842, p. 245-248.
- 40 LAMBERT, G., *Histoire des Guerres de Religion en Provence*, op. cit., p. 90-94.
- 41 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, op. cit., p. 114-116.
- 42 QUIVY, V., « Les premiers protestants de Marseille (1562-1583) », op. cit., p. 52 qui cite la lettre de mars 1559 de Jacques de Vega représentant de l'église de Marseille aux pasteurs de Genève. Lettre de février 1560 de Trophime de l'Aube, pasteur à Montélimar, pour l'église de Marseille, qui évoque « le zèle et l'accroissement de cette église » et son « importance » ; KAISER, W., « Entre persécution et coexistence tacite... », art. cit., p. 578-579.
- 43 KAISER, W., « Entre persécution et coexistence tacite... », art. cit., p. 577.
- 44 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o71-79 (février 1533).
- 45 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1-5 (2 octobre 1552) : Aux élections les deux consuls sortants, dits consuls vieux, sont Bertrand Sebolin (frère de François Sebolin) et Honoré Amalric. Parmi les conseillers vieux on retrouve Foulques Nissard, Jean Aquin (père de Catherine épouse de Guillaume Jauffret). Tandis que parmi les entrants on trouve Pierre Garnier (fils de Bertrand, et frère de Honorat Garnier), son cousin Clément Garnier (époux de Honorade Espinassy) et Elzias Amalric.
- 46 Lazarin Doria, premier consul de Marseille en 1558/1559, est le frère de Jeanne Doria, belle-sœur de Bertrand Sebolin, de Barthélémy, époux, suivant contrat du 21 février 1546 (M^e Briton, notaire de La Cadière), de Claire de Glandèves, d'Antoine, seigneur de Cujes, viguier de Marseille, et de Marguerite de Villemus, Du ROURE, S., *Inventaire de titres et documents originaux tirés des archives du château de Barbegal*, Paris, 1903, p. 207. Jeanne Doria, de Blaise et Marguerite Forbin, épouse le 23 novembre 1539, Antoine de Glandèves, d'Antoine, seigneur de Cujes, viguier de Marseille, et de Marguerite de Villemus ; Honoré Espinassy épouse le 13 mars 1539 Marguerite de Chateauneuf, de Rostaing, seigneur de Gassin et d'Anthonne Roque, sœur de Charles de Chateauneuf, conseiller au parlement de Provence, protestant comme son frère Jean, consul de Brignoles. Honoré Espinassy, de Signes, habitant de Marseille, qui laisse lui-même le 7 février 1542 un testament « suspect » (pas d'invocation à la Vierge, ni legs pieux ou formules relatives à la rémission des péchés) AD 13, 352 E 128, f^o 124, (merci à Marie Valbonetti qui nous l'a signalé) ; Melchior Garnier, de Signes, de Gaspard et d'Honorade Valbelle, épouse le 19 juin 1550, Madeleine La Cepede, fille de noble François et Madeleine Arsaquy. AD 13, 358 E 304, f^o 131.
- 47 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o383.
- 48 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », op. cit., p. 289.

per corrigé les herreurs et herezies contre la foi cathollique »⁴⁹. Au début de l'année 1558 ce sont de nouveau deux réformés avérés qui partent en députation à Aix. Ils demandent à la Cour l'autorisation de poursuivre le chapitre de Marseille, qui refuse de fournir un prédicateur pendant le carême. Ils souhaitent également l'obliger à construire un grand retable à l'autel de Saint Pierre ainsi que de faire réparer « *los bassaquos* » des cloches qui ne peuvent plus sonner⁵⁰. On constate d'ailleurs la présence importante de réformés au conseil communal⁵¹. L'ingérence de ce dernier dans le domaine religieux⁵² s'accroît encore le 3 mars 1559 lorsqu'il demande la révocation et le remplacement du prêtre desservant l'église paroissiale, Jean Gabriellis⁵³. En 1560, Signes figure parmi les localités de Provence où se trouve une église dressée, c'est-à-dire possédant un consistoire et éventuellement un pasteur⁵⁴. Elle députe à ce titre un représentant à l'assemblée générale des protestants à Mérindol le 15 février 1560⁵⁵.

Le début des années 1560 est marqué par une politique d'adoucissement de la répression des protestants par le pouvoir royal⁵⁶. Mais en Provence, une contre-offensive catholique éclate. Elle fait suite à l'échec de l'expédition du capitaine Paulon de Mauvans contre Aix et d'une série de complots protestants dans plusieurs grandes villes⁵⁷. Au printemps 1561, des émeutes populaires antiprotestantes, d'une grande violence, ont lieu à travers toute la Provence⁵⁸. Signes n'y échappe pas⁵⁹. Flassans, surnommé le chevalier de la Foi, et chef des ultras catholiques avec son frère Carcès, est élu 1^{er} consul d'Aix le 25 mai 1560⁶⁰. Une répression sanglante, commanditée par Flassans et son lieutenant le chevalier de Glandevès-Cujes, s'abat sur les réformés à Aix et Marseille. Ruffi raconte « *les uns étaient tués dans leurs maisons, et les autres trainés par les rues* ». Des exécutions sommaires se multiplient, les protestants rentrent dans la clandestinité, tandis que des bandes de paysans catholiques, les *cabans*, parcourent les campagnes, pillent, saccagent et massacrent des réformés⁶¹. Est-ce à cette occasion qu'à Signes, Honoré Loubon, âgé de plus de 70 ans, est arrêté, lié et garrotté, mené hors de la ville et cruellement massacré ? On lui coupe le nez, les oreilles et les lèvres qui sont ensuite accrochés à la porte de sa maison. Le cordonnier Jacques Bernard est lui tué à coups de dague et de bâton⁶². Après avoir été chassé d'Aix, le comte de Flassans, accompagné de Glandevès-Cujes se met à la tête d'une troupe. Il ravage Tourves et se porte ensuite à Signes, où Théodore de Bèze nous raconte que son favori « *lorsque les troupes entrèrent, y ayant trouvé sa sœur*⁶³, *qui était de la religion, la fit forcer en sa présence par le cordelier porteur du crucifix, qui n'en fit aucune conscience et de plus par cinq ou six autres* »⁶⁴.

L'absence de registres des délibérations du conseil pour les années 1560-1564 ne nous permet pas d'éclairer la vie de la communauté protestante à Signes durant cette décennie. Elle sert probablement de repli aux protestants

49 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°560.

50 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°648 (24 février 1558).

51 Fouques Nissard, consul, Guillaume Beaussier dit Roux, Hugues Spinass, Pierre Alphand.

52 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...*, *op. cit.*, p. 140.

53 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°860 ; Ce dernier deviendra plus tard chanoine de l'église métropolitaine Saint-Sauveur d'Aix, et pourvu d'une chapellenie par provisions du 31 mars 1565, ORDINIS, Ch., *Anciennes familles de Provence*, notice sur la famille Gabriel alias Gabriellis, <http://genobco.free.fr>

54 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 115.

55 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 117.

56 KEMPA, A., « L'attitude du Parlement aixois... », *art. cit.*, p. 42.

57 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 119.

58 VENARD, M., Le comportement du peuple provençal face au fait protestant, au XVI^e siècle, *Cinq siècles de protestantisme à Marseille et en Provence, Actes du colloque, Marseille*, Mai 1976, Église réformée de Marseille et Fédération historique de Provence, 1978, p. 27.

59 Violences et assassinats de protestants à La Cadière, Ollioules, Arles, Fréjus et Signes le 14 avril 1561, AD 13, B 3652, f°312-319, KEMPA, A., « L'attitude du Parlement aixois... », *art. cit.*, p. 43.

60 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 119.

61 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 125-129.

62 CRESPIER, J., *Histoire des martyrs : persecutez et mis à mort pour la vérité de l'évangile, depuis le temps des apôtres jusques à présent (1619)*, Société des Livres Religieux, Toulouse 1889, t. 3, p. 384.

63 Il s'agit manifestement de Claire de Glandevès-Cujes (sœur du chevalier de Glandevès-Cujes) qui a épousé Bertrand Sebolin, écuyer de la ville de Signes qui fut capitaine d'ordonnance de 100 hommes de pied du Comte de Tende, et se trouve être le frère François Sebolin suspecté de protestantisme et le cousin-germain de Barthélémy Sebolin époux de Catherine Amalric qui abjure en 1587.

64 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 135-136.

marseillais durant cette période où ils se trouvent dans une situation de plus en plus précaire ⁶⁵. Cette analyse se trouve corroborée par un document exceptionnel retrouvé dans les archives communales de la ville de Signes. Il s'agit d'une tentative, inédite pour la Provence, d'instituer à Signes un « pacte d'amitié » ⁶⁶ en 1564, qui démontre s'il était besoin la vitalité de la communauté protestante. On constate qu'à cette période le conseil communal est de nouveau constitué de nombreux protestants ⁶⁷. Au mois d'août, une supplique est adressée au nom de la commune aux conseillers du parlement de Paris, commissaires à la pacification de troubles en Provence, en vue de modifier les élections et d'en confier la gestion aux 40 principaux notables ⁶⁸. Cette requête est portée dans des termes identiques le 13 septembre au Comte de Tende, par acte passé devant Jean-Antoine Portanier, juge du lieu de Signes, dans la maison de Guillaume Venel, par Gaspard Garnier, Elzias et Fouques Nissard, Louis Castellan, Pierre et Antoine Espinasse et Christophe Giraud ⁶⁹. Un rôle des 37 notables les plus apparents de la ville est dressé. On y retrouve les principales familles des anciens fermiers généraux des évêques Cibo ⁷⁰ et personnalités protestantes ou apparentées : Guillaume Venel, Gaspard Garnier, François et Vincens Sebolin, Honoré Amalric, M^e Guillaume Boniffay et M^e Antoine Spinass, notaires, Elzias Amalric, André Bausset, Balthazar Amalric (de Pierre), Jean Amalric (de feu Victor), Marc Maure, Pierre Garnier (fils de Bertrand), Barthélémy Venel ⁷¹. Ils forment un groupe social extrêmement soudé et homogène ⁷². Cette demande semble être restée lettre morte, mais un compromis tacite s'instaure entre catholiques et protestants signois pour le partage du pouvoir ⁷³.

Le 16 juin 1565, il est délibéré de dresser le rôle de tous « *les gens fuitifs per raysson des crimes par eulx commis durant le temps des troubles* » par ordre du comte de Tende ⁷⁴. La communauté réformée reste très entreprenante, le 25 mars 1566, le conseil communal enregistre une plainte de Pierre Spinass et Fouques Nissard conseillers de la commune contre N. Porcelly, prédicateur du carême, qui « *prescho journellement seduction* », malgré les édits du Roi. Le viguier indique qu'il recevra les témoignages de tous ceux qui prétendent avoir entendu prêcher mais que pour son compte, il déclare, tous comme les consuls, n'avoir « *point ouy preschar aulcune seduction* » ⁷⁵. Et pour cause, les deux plaignants se révéleront être protestants.

65 Lettre du Comte de Tende, Bibl. nat., Ms f. fr., n°3243, f°65, reproduite dans PANISSE-PASSIS, H. de, *Les comtes de Tende de la maison de Savoie*, op. cit., p. 106 ; KAISER, W., « Entre persécution et coexistence tacite... », art. cit., p. 579.

66 KAISER, W., « Entre persécution et coexistence tacite... », art. cit., p. 583.

67 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°919 (12 octobre 1564) : Les nouveaux consuls sont Honoré Amalric et Pierre Garnier (de Bertrand), les conseillers : Gaspard Garnier, Pierre Longy, Guillaume Juvenal, François Reboul, M^e Antoine Spinass (de feu Honoré), André Bausset, Jean Lobon (feu Antoine), Elzias Nissard, Balthazar Azan, le trésorier : Pierre Spinass.

68 AD 83 E dépôt 55 BB32, pièce 2. Nous remercions vivement Marie Valbonetti pour les photos de ces documents inédits tirés du registre BB32.

69 AD 83 E dépôt 55 BB32, pièces 3 et 4.

70 Voir sur le sujet : SABOULIN BOLLENA, P.-M. de, « M^{sr} Jean-Baptiste Cybo, ... », art. cit.

71 AD 83 E dépôt 55 BB32, pièce 4.

72 Guillaume Venel et Gaspard Garnier ont marié leurs enfants André Venel et Catherine Garnier. Gaspard Garnier est lui-même le cousin germain de Bertrand, père de Pierre Garnier. Pierre Garnier lui-même cousin germain de François Sebolin, ainsi que Barthélémy, père de Vincens Sebolin (leurs mères, toutes trois sœurs, fille de Barthélémy Spinass). Elzias Amalric est le beau-frère de André Bausset (ils ont épousé Madeleine et Marguerite Fabre, filles de Pierre marchand mercier de La Ciotat). André Bausset est le fils de feu Isnard, marchand apothicaire d'Aubagne, dont la veuve épouse en secondes noces Honoré Amalric. Lui-même est le beau-père de Barthélémy Venel et Hugues Spinass. Honoré est aussi le frère de Palamède Amalric et de Catherine Amalric, qui abjure en 1587, épouse de Barthélémy Sebolin et mère de Vincens Sebolin. La sœur de Barthélémy Sebolin, Louise est veuve en premières noces de Etienne Spinass, oncle de Antoine Spinass, et épouse en secondes noces Marc Maure. Vincens Sebolin est le neveu de François Sebolin et de Jean Amalric (de Victor), lui-même oncle de Balthazar Amalric (de Pierre), lui-même beau-frère de Fouques Nissard. Nous renvoyons pour les références d'unions aux notes de l'article suivant : SABOULIN BOLLENA, P.-M. de, « M^{sr} Jean-Baptiste Cybo, ... », art. cit. L'analyse détaillée de la communauté protestante donnera lieu à un futur article.

73 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », op. cit., p. 289.

74 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1017.

75 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1150. Les consuls sont cette année-là Pierre Alphant et André Bausset (protestant), parmi les conseillers on retrouve les protestants Fouques Nissard, François Sebolin, Pierre Spinass (de Honoré), Hugues Spinass. Elections du 12 octobre 1565, même registre f°1073.

L'année 1566 constitue un tournant pour les réformés avec le décès du Comte de Tende qui laisse la voie libre à son fils le Comte de Sommerive, ligueur, avec qui il était en conflit ouvert ⁷⁶. Elle est aussi marquée le 25 décembre par l'apostasie publique lors d'un sermon de l'archevêque d'Aix, Jean de Saint-Chamond qui, en chaire revêtu de ses vêtements sacerdotaux, prononce, à Saint Sauveur, une violente diatribe contre l'Église catholique et la papauté. Avant de descendre il déchire sa mitre et jette sa crosse épiscopale en déclarant qu'il abdique l'archevêché ⁷⁷, il venait d'être démis de ses fonctions par le pape Saint Pie V nouvellement élu. Pierre de Ragueneau écrit d'ailleurs au nouveau Pape pour lui rendre compte de l'état de son église où il n'y a, dit-il, qu'un « *petit nombre d'hérétiques* » ⁷⁸.

En juin et juillet 1567, on trouve les premières traces d'un contentieux avec l'évêque Pierre de Ragueneau ⁷⁹. Il avait en effet commencé, peu à peu, à rétablir des taxes tombées en désuétude ⁸⁰, probablement pour s'acquitter de sa part du don consenti par les états du clergé en 1561 à Charles IX ⁸¹. Cependant les registres des délibérations du conseil communal ne révèlent pas de conflits récurrents et prolongés avec le prélat comme ce sera le cas avec son successeur, pas plus que de politique décidée de répression des réformés (même s'il permet largement l'implantation de nouveaux ordres religieux et de confréries de pénitents dans son diocèse, dont une à Signes ⁸²). À tout le moins fut-il bien moins déterminé que le nouveau gouverneur Sommerive qui s'engage dans un conflit inflexible avec son frère le baron de Cipières, chef protestant ⁸³.

Sommerive se rend une première fois à Signes. Une députation lui est envoyée le 27 septembre 1567 ⁸⁴. Elle est composée de plusieurs protestants, entre autres Hugues Spinas, Guillaume Beauossier dit Roux et Elzias Amalric. Profitant probablement de leur absence, une délibération est prise le 2 octobre par une partie restreinte du conseil communal « *les autres du conseil étant de la religion réformée* », d'aller faire prévenir Sommerive et l'évêque de Marseille que « *les gens de la religion dudit Signes, ensemble plusieurs étrangers qui sont venus de nuit sen sont anar au luoc de Besse* » ⁸⁵. Cette affaire n'est pas anodine et montre l'implication importante et manifeste des protestants de Signes dans les guerres de religion et le parti huguenot. Le 2 octobre, le conseil à nouveau au complet décide d'établir des gardes pour surveiller les maisons des réformés et empêcher que « *lasdites mayssons non siou saquayados* » ⁸⁶. La dénonciation ne reste pas sans suite. Le 9 février 1568, plusieurs protestants signois sont arrêtés et incarcérés dans la prison du château, en vertu de lettres commissionnelles du Comte de Flassans commissaire de Sommerive. Le lendemain, le conseil communal délibère de faire garder jusqu'au lendemain matin les quelques personnes de la religion arrêtées ⁸⁷. Une députation est envoyée à l'évêque de Marseille à l'effet de lui demander de pourvoir le château « *d'unq clavary pour garder les gens estants de la religion et aultres estantz suspectz d'icelle religion* » emprisonnés dans ledit château ⁸⁸. La commune est concomitamment rançonnée pour l'entretien des troupes du Comte de Carcès, frère de Flassans, et doit faire porter à Barjols sa cotisation. Les autorités municipales restent très tolérantes vis-à-vis des prisonniers, l'un d'eux peut quitter tranquillement sa geôle pour retourner dîner chez lui ⁸⁹. Parmi les personnes impliquées on trouve François Sebolin, Hugues Spinas, Guillaume Juvenal, André

76 PANISSE-PASSIS, H. de, *Les comtes de Tende de la maison de Savoie*, op. cit., p. 55-114, notice sur Claude de Tende, et p.117-136 sur son fils le Comte de Sommerive.

77 FISQUET, H., *La France Pontificale* Métropole d'Aix, Paris, 1864, t. 1, p. 136-141 ; de HAITZE, P.-J., *L'épiscopat métropolitain d'Aix*, Ed. Makaire, Aix 1862, p. 129.

78 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, op. cit., p. 140.

79 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1310 et s.

80 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...* op. cit., p. 75.

81 21 octobre 1561 : Par contrat passé à Saint Germain en Lay le clergé de France s'était engagé à verser au pouvoir royal 1 600 000 livres tournois pour soutenir les finances du Royaume. ODESPUNG de LA MESCHINIERE, L., *Actes, tiltres et mémoires concernant les affaires du clergé de France : recueillis, mis en ordre, et imprimés par commandement de l'Assemblée générale, tenue à Paris lès années 1645 et 1646*, Vol. 1, p. 69 et s.

82 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », op. cit., p. 289-290.

83 PANISSE-PASSIS, H. de, *Les comtes de Tende de la maison de Savoie*, op. cit., p.117-136, notice sur le Comte de Sommerive, p. 115-117 sur le Baron de Cipières.

84 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1354.

85 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1359.

86 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1362.

87 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1348.

88 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1349.

89 AD 83, 3 E 46/2, registre de M^e Pierre Longi, notaire de Signes, f°71v.

Bausset, Honoré Garnier (de Betrand), Guillaume Bilhard, Honoré Alphant, Elzias Amalric ⁹⁰. Ils optent pour une tactique commune : la dissimulation ⁹¹. Ils disent ne pas être de la religion prétendument réformée et se défendent d'avoir pris les armes et donné leur secours aux troupes rebelles protestantes. Le consul Barthélémy Azan témoigne avec d'autres que ce sont des « *hommes de bien, vivantz catholiquement et quilz ne les ont jamais veu faire actes de ladite religion* » ⁹². Les accusés protestent solennellement d'être « *tous gens de bien et callifiés sans aulcune tache de ladicte préthendue religion refformée ny havoyr prins les armes ains demurantz paisiblement en leurs propres maysons et habitations sans aiculnes armes prohibées et sans dire, pancer, ny faire mal a personne* » ⁹³. Ils sont élargis le 3 mars après avoir fourni la caution de parents, François Spinas, Honoré et Nicolas Amalric, et semblent quitter la commune. En effet le 13 avril, le conseil ratifie les dépenses faites pour porter à Hyères le rôle de « *ceulx de la religion abstenz et que se sont retiras despuys* » ⁹⁴. Que se passe-t-il à Besse qui ait pu motiver cette dénonciation, la réaction des plus hautes autorités, tout comme le concert de ruses déployées dans un environnement qui leur est favorable par les réformés signois impliqués ? C'est précisément à cette période que Sommerive alors au siège de Sisteron est informé que son frère Cipières a convoqué les chefs protestants, dont Paulon de Mauvans, pour une réunion à Besse ⁹⁵, à laquelle ont donc participé les meneurs huguenots de Signes. Dans le même temps à Paris, Charles IX vient de conclure la paix de Longjumeau le 20 mars, le 23 il signe l'édit de pacification. Le 30 mai la nouvelle est connue, le conseil de Signes paye la dépense faite par le viguier de Brignoles, son greffier et un trompette venus pour publier l'édit de pacification ⁹⁶.

Malgré cela, Cipières en route pour Nice est lâchement assassiné le 2 juillet à Fréjus ⁹⁷, et la commune est de nouveau rançonnée pour subvenir aux troupes de Flassans. Les protestants restent sur leur garde « *peu confiants dans les sentiments de modération et d'équité de Sommerive* », même sous la menace de voir saisir leurs biens s'ils ne rentrent pas ⁹⁸. La rumeur court que Cipières a été éliminé sur ordre de la Cour ⁹⁹. Le 30 juillet, il est délibéré de prêter main-forte à la justice, afin d'éviter que « *ceulx de la religion non si assemblon en armes en grando et petito trop* » ¹⁰⁰. Le lendemain il est décidé de louer 3 hommes pour garder jour et nuit les religionnaires qui restent prisonniers ¹⁰¹. Le lieutenant du sénéchal d'Hyères se rend à Signes pour faire prêter serment de fidélité à « *ceulx de la religion* », le 8 septembre 1568 ¹⁰². Mais le revirement du pouvoir royal n'est pas long à venir, le même mois un édit annule les dernières mesures de tolérance. Il est accueilli avec pompes et enthousiasme à Aix-en-Provence, et le 26 octobre 1568 on paye 10 sols au porteur de l'édit du Roi à Signes interdisant l'exercice de la « *religion nouvelle* » ¹⁰³. La troisième guerre de religion en Provence est lancée, Paulon de Mauvans succède à Cipières dont il avait suivi les ordres et le plan de bataille établi à Besse en rejoignant Sédéron pour prendre la tête des huguenots du Comtat et de la principauté d'Orange ¹⁰⁴.

La situation de la communauté réformée de Signes se complique, mais elle reste active. Le 11 mars 1569, le conseil signifie à Antoine Spinas, notaire et praticien du lieu « *estant de la nouvelle prethendue religion* » de s'abstenir, conformément aux édits royaux, de « *provirer et solliciter doresnevant à la court* » de Signes, et défend à Guillaume Beaussier dit Roux, aubergiste de l'enseigne du Cheval Blanc de recevoir les religionnaires ¹⁰⁵. Les conseillers André Alphant et Claude Bouffier doivent démissionner ¹⁰⁶. Une semaine avant le 6 mars, « *les gens de la religion si assemblon et que quelques extrangés de la religion venon audit Signes de nuict* », il est

90 AD 83, 3 E 46/2, registre de M^e Pierre Longi, notaire de Signes, f^o68v-74v. Nous tenons à remercier Marie-Dominique Germain pour les photos de ces actes, et Jocelyne Renoux pour leur transcription.

91 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 289.

92 AD 83, 3 E 46/2, registre de M^e Pierre Longi, notaire de Signes, f^o68v-69v.

93 AD 83, 3 E 46/2, registre de M^e Pierre Longi, notaire de Signes, f^o74.

94 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1481.

95 PANISSE-PASSIS, H. de, *Les comtes de Tende de la maison de Savoie*, *op. cit.*, p. 127 ; Sommerive arrive à Sisteron le 11 janvier, ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 189.

96 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1502.

97 LAMBERT, G., *Histoire des Guerres de Religion en Provence*, *op. cit.*, p. 248-249.

98 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 195.

99 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 194.

100 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1545.

101 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1546.

102 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1572-1574.

103 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1627.

104 LAMBERT, G., *Histoire des Guerres de Religion en Provence*, *op. cit.*, p. 254.

105 AD 83 E dépôt 55 BB4, f^o1716.

106 SAGLIETTO, Abbé V., « L'assassinat à Signes de M^{sr}. F. de Ragueneau, ... », *art. cit.* p. 17.

délibéré d'informer le bailli ¹⁰⁷. En l'absence de Sommerive, les réformés provençaux tentent d'organiser un soulèvement. Mais Carcès mis au courant fait arrêter les principaux protestants dans chaque lieu le 3 avril, dimanche des rameaux ¹⁰⁸. C'est le cas à Signes où, pour obtenir leur élargissement, les religionnaires détenus offrent « *de donner plege unq per l'aultre et unq per le tout* » et le 11 avril le conseil délibère d'attendre la réponse de Carcès, avant d'accepter ¹⁰⁹. Ils semblent avoir été libérés et avoir quitté la ville momentanément, car le 14 août 1569, le conseil paye un sergent royal d'Hyères porteur de l'ordre de faire vendre les « *fruitz et meubles* » des religionnaires absents ¹¹⁰. Le 15 août 1570, l'édit de Saint Germain, qui marque une nouvelle trêve, accorde aux protestants une liberté limitée de pratiquer leur culte dans toutes les villes où ils le pratiquaient avant le 1^{er} août.

Le jeune Frédéric de Ragueneau durant cette décennie était à Marseille, où son oncle l'avait nommé chanoine de La Major en 1563 à tout juste 22 ans ¹¹¹. Il lui procura ensuite différents bénéfices : prieur prébendé de Septèmes et Fabregoules en 1564, de Gonfaron et de Cogolin en 1565 ¹¹². Il est reçu docteur en théologie le 23 septembre 1569 à Toulouse ¹¹³, cité championne du catholicisme intransigeant, surnommée *la Sainte* ¹¹⁴. Sa montée sur le siège épiscopal va s'inscrire dans un contexte très particulier, et ouvrir la voie à une politique beaucoup plus intransigente que celle de son oncle.

LE COUP DE FORCE PROTESTANT DE 1572 ET LES CIRCONSTANCES DE LA DÉMISSION DE PIERRE DE RAGUENEAU

Leur liberté retrouvée après l'édit de Saint Germain, les religionnaires de Signes reprennent l'ascendant dans la vie politique locale. Aux élections du 12 octobre 1571, les deux consuls Honoré Amalric et François Sebolin, sont protestants ou crypto-protestants, de même que le trésorier Pierre Venel (fils de Guillaume) et les conseillers Jacques Spinass (de feu Allanson, et père du notaire Antoine Spinass) et Guillaume Beauissier dit Roux, le viguier et lieutenant du juge Pierre Verguin est apparenté à plusieurs protestants ¹¹⁵. Le conseiller Balthazar Azan est celui-là même qui en 1568 témoignait de la catholicité des protestants arrêtés. Le 7 juin 1572, le conseiller Jacques Spinass, présente la requête de la communauté réformée de ne pas payer les tailles passées en vertu de l'édit de Saint Germain. Il est alors délibéré de payer les 200 écus réclamés en application de l'édit du Roi, à ceux de la religion réformée « *pour raysson des payements de raytres* », sauf à la communauté à leur en réclamer plus tard le remboursement, si elle le juge convenable ¹¹⁶. Mais cela va beaucoup plus loin, le 15 juin 1572 le conseil communal tout entier au nom de la population passe avec les protestants de Signes, un accord par lequel il déclare « *faire cause commune avec les religionnaires* » et promet de professer les mêmes idées qu'eux ¹¹⁷. Cette abjuration publique et officielle constitue un véritable coup de force, et contraste avec la résistance des autorités à appliquer les édits de pacification ¹¹⁸. C'est dans ce contexte que Frédéric de Ragueneau, protégé de Sommerive ¹¹⁹, devient évêque. Âgé de 32 ans, il est tout juste diacre depuis un an ¹²⁰. Son oncle résigne le 14 avril en sa faveur contre une pension annuelle et viagère de 2 000 écus ¹²¹. D'aucun dise qu'il se serait engagé à ce que cette pension soit transférée au bénéfice de Sommerive à la mort de son

107 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1713.

108 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, op. cit., p. 201.

109 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1736.

110 AD 83 E dépôt 55 BB4, f°1790.

111 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, op. cit., p. 142.

112 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...* op. cit., p. 77.

113 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, op. cit., p. 142.

114 SOURIAU P.-J., « Les « urgeans » affaires de la ville. Défendre Toulouse durant la première guerre de Religion, 1562-1563 », *Histoire urbaine*, 2001/1 (n° 3), p. 39.

115 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°189.

116 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°277-278.

117 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...* op. cit., p. 79-80.

118 En 1570, Sommerive avait empêché la tenue du culte protestant à Sisteron pourtant garanti. Le 2 avril 1572 les états de Provence assemblés à Brignoles avaient refusé de réintégrer le lieutenant au siège de Forcalquier, protestant, dans son siège. ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, op. cit., p. 204.

119 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...* op. cit., p. 77.

120 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, op. cit., p. 142.

121 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, op. cit., p. 143.

oncle. En juillet 1572 le Pape accepte la démission de Pierre de Ragueneau et la succession de son neveu ¹²². À la même période, on voit débarquer à Signes les compagnies corses d'Alphonse d'Ornano. Le massacre de la Saint Barthélémy a lieu le 24 août, et il est demandé dans le mois qui suit à Sommerive de procéder aux massacres des protestants de Provence. Il refuse courageusement ¹²³, avant de décéder le 11 octobre 1572 ¹²⁴. À peine installé sur son siège, Frédéric de Ragueneau prend des mesures contre la commune de Signes, qui démontrent sa détermination immédiate à lutter contre les réformés. Il demande à ce que l'on nomme un capitaine-général et gouverneur. Le 7 octobre on lui députe le viguier à l'effet de lui présenter qu'une telle mesure serait inutile attendu que le lieu est en paix ¹²⁵. Aux élections qui suivent, le 12 octobre, les protestants se font plus discrets. Les nouveaux consuls Pierre Garnier (de feu Bertrand), et Pierre Venel (trésorier l'année précédente), réunissent le conseil sur la place du marché. Ils décident le 19 octobre 1572 de renoncer à l'accord intervenu entre les religionnaires et la Communauté, en vertu duquel celle-ci devrait payer les 200 écus pour leur compte, moyennant abandon par eux des tailles dont ils pouvaient revendiquer le remboursement ¹²⁶. Devant notaire, ils signifient publiquement leur volonté « de retourner en leur premier état » ¹²⁷. Le 17 décembre 1572, on vote un présent de 12 perdreaux, 12 chapons ou poules et 6 bécasses à l'évêque de Marseille ¹²⁸. La volonté de détente est manifeste.

LA RÉACTION DU NOUVEAU SEIGNEUR-ÉVÊQUE FRÉDÉRIC DE RAGUENEAU ET LE CONFLIT RELIGIEUX

Les premières réponses des autorités religieuses et du seigneur-évêque sont hostiles. Le viguier et lieutenant du juge Pierre Verguin est remplacé par Balthazar Amalric, tandis que le chapitre de Marseille refuse de verser 100 florins par an pour les pauvres. La commune intente une action en justice. Le 28 mars 1573, on offre de nouveau un présent à l'évêque attendu à Aubagne. Le prélat est jeune et inexpérimenté ¹²⁹, mais fort de ses appuis il est député par la province en avril pour l'assemblée du clergé tenue à Paris ¹³⁰. L'assemblée vote un don gratuit de deux millions de livres au Roi ¹³¹, qui va générer des besoins financiers importants pour Frédéric de Ragueneau afin de s'acquitter de sa part ¹³². Les religionnaires de Signes restent feutrés. Le Baron de Villeneuve-Trans, chef catholique ¹³³, se rend à Signes le 5 juin 1573. On dresse un rôle des hommes valides ainsi qu'un relevé de tous les réformés absents ¹³⁴. Aux élections d'octobre 1573, plusieurs d'entre eux sont cependant élus conseillers ¹³⁵.

En mai 1574, Frédéric de Ragueneau se rend à Signes. Un Capitaine est chargé de garder le lieu pendant son séjour ¹³⁶. Immédiatement, il réclame son dû sur différentes taxes. Le 5 mai la commune lui envoie une députation à l'effet de le supplier de ne pas intenter de procès à la communauté ¹³⁷. Le 30 mai, Charles IX décède et toute la Provence se réarme. Les députés protestants provençaux, à la suite de l'assemblée des réformés à Montauban, ont intelligemment manœuvré en réclamant du pouvoir royal essentiellement des baisses d'impôts. Cela leur attire le soutien des catholiques modérés, choqués des excès de la Saint Barthélémy, et soucieux de la prospérité économique et du commerce ¹³⁸. Mais à Signes, ce sont les troupes de Flassans qui sont stationnées durant l'été et l'automne, ce qui engendre des dépenses très importantes pour la commune.

122 ALBANÈS, Abbé J.-H., *Armorial & sigillographie...*, op. cit., p. 143.

123 LAMBERT, G., *Histoire des Guerres de Religion en Provence*, op. cit., p. 267.

124 PANISSE-PASSIS, H. de, *Les comtes de Tende de la maison de Savoie*, op. cit., p. 132.

125 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°326.

126 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°334.

127 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...* op. cit., p. 80.

128 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°356.

129 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », op. cit., p. 290.

130 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...* op. cit., p. 77.

131 BELSUNCE, M^{sr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, op. cit., t. 3, p. 234.

132 BARTHELEMY, Docteur J.-L., *Histoire d'Aubagne*, Marseille, 1999, t. 1, p. 216.

133 Claude de Villeneuve-Trans, gendre du Comte de Carcès.

134 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°436.

135 Notamment Honoré Garnier, Hugues Spinass et capitaine Gaspard Venel.

136 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°608.

137 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°602.

138 LAMBERT, G., *Histoire des Guerres de Religion en Provence*, op. cit., p. 277-279.

Pour y subvenir, 3 août 1574, le conseil vote un emprunt de 600 écus ¹³⁹. Six compagnies viennent renforcer le contingent à la fin du mois ¹⁴⁰. Un nouvel emprunt de 2 000 florins pour subvenir aux dépenses des fournitures militaires est voté le 14 septembre ¹⁴¹.

La commune doit à la fois subir impôts et contributions militaires exceptionnelles, tandis que le seigneur-évêque poursuit avec âpreté la levée de taxes que la commune estime être tombées en désuétude ou avoir été rachetées. Pour gérer leur collecte, Ragueneau a désigné de nouveaux fermiers de ses droits seigneuriaux : le marchand Jean Beau, et le sous fermier Jean Panouze, hôte et bourgeois de la ville de Signes, proche des cercles de la Ligue à Marseille ¹⁴². Un fait divers va envenimer la situation entre les signois et les officiers fiscaux de l'évêque. Le 30 octobre 1574, débute le procès de Sybille Carbonnel contre Jean Beau, fermier des droits. Cette dernière, sa femme de chambre, a eu un enfant de lui. Il la chasse et les abandonne alors qu'elle l'implore de l'aide. Jean Beau aurait placé selon divers témoignages le bébé dans le froid à l'extérieur du château de Signes à la merci d'être mangé par les pourceaux. Le viguier est saisi par le conseil communal qui demande qu'une enquête soit diligentée.

Pour couvrir les dettes contractées pour l'entretien des troupes on emprunte 1 000 écus le 14 avril 1576 au Capitaine Lazarin Spinass, alors consul de Marseille ¹⁴³. Ce dernier, qui fut vraisemblablement dans le camp de la première ligue ¹⁴⁴, a basculé dans le camp razat ¹⁴⁵. Cette situation va se répéter à plusieurs reprises. Après le passage des troupes du Capitaine de Glandevès-Baudument, lieutenant de Flassans en décembre 1578, le 7 janvier 1579 la commune lui doit 2 000 florins. Il fait mettre en prison les consuls, et la commune est forcée le 25 février d'emprunter 4 000 écus pour parer aux dépenses les plus urgentes ¹⁴⁶. Elle députa le 8 mai Pierre Garnier, Pierre Venel (de Guillaume) et Fouques Nissard pour ce faire à Marseille ¹⁴⁷.

Durant cette décennie et celle qui suit, on voit les familles protestantes signoises tisser des liens avec des Marseillais proches de la réforme ou protestants avérés ¹⁴⁸, et nouer des alliances entre elles ¹⁴⁹. Signes rejoint le parti des razats comme un certain nombre de villes environnantes. En mars 1579, Signes est fortifiée ¹⁵⁰. Le 20 avril 1579, les troupes catholiques de Vins étant à Tourves, on mande 100 arquebuziers pour la garnison de Signes, et le 17 mai on décide de diviser le lieu en 4 quartiers et d'élire 100 hommes par quartier pour monter

139 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°667.

140 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°689.

141 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°701.

142 Il a épousé Catherine Decugis. Leur fils André épouse (contrat du 11 avril 1572), Louise de Trets, de Mathieu, marchand, et de Catherine de la Molle (famille alliée aux Cazaux et Descalis), AD 13, 360E7, f°417.

143 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1141.

144 KAISER, W., *Marseille au temps des troubles*, op. cit., p. 228.

145 Son père a laissé un testament crypto-protestant. Ses cousins germains côté maternel, Chateauneuf-Gassin, sont protestants (voir note 46). Il est lui-même le beau-frère de Balthazar Sebolin : Diane Espinassy, épouse (contrat du 31 août 1575, M^e Buisson notaire de Signes) Balthazar Sebolin, écuyer de Signes, de feu Bertrand, écuyer, et de noble Claire de Glandevès. Témoins : Michel de Villages et François Sebolin. La mère du marié est protestante (voir notes 63 et 46), son oncle François Sebolin un des leaders de la communauté protestante.

146 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1574.

147 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1684.

148 Jean Sebolin, de François et Marguerite Artigues, épouse (contrat de mariage le 19 février 1571) Marquise de Gardiolle, de feu François marchand de soie à Marseille, et d'Isabeau de Rhodes. Contrat passé dans la maison de Pierre de Gardiolle, en présence de Jean de Cabre, François Amielh dit Boulbon, et Jean Pratz, marchand ; Hercule et Jean Garnier, frères, fils de feu Melchior et de Madeleine La Cepede, de Signes, épousent le 12 décembre 1583 Cornélie et Hippolyte de Candolle, dames en partie de Julhans, sœurs, filles de Pierre, écuyer, seigneur de Julhans et de Catherine Bouchard. Contrat M^e David, AD 83, 3 E 25/3 f° 692 (Come et Bernardin de Candolle, frères de Pierre de Candolle, s'installent à Genève où ils sont reçus bourgeois et citoyens) ; Melchion Amalric, écuyer de Signes, fils de Pierre et de Marguerite Gabriel, épouse (contrat M^e Gaspard Boyer, 6 février 1573) Jeanne Beau, de Jean, marchand de Marseille et de Marguerite Montagne. Témoins : Lazarin d'Ollieres, capitaine Fouquet de Vega, Lazarin Espinassy, Honorat Armand. AD 13, 390 E 98, f°194 ; Balthazar Amalric, bourgeois de Signes, d'Honoré, aussi bourgeois, et de Catherine Marin épouse le 21 octobre 1576 Camille de Castellani, de Marseille fille de feu noble Jacques et Catherine Levesque. AD 13, 302 E 857, f°1293v. ; sa sœur Marguerite de Castellani a épousé Jean-Baptiste Dupuy dit Servian.

149 En 1576 Arnaud Sebolin, de François et Marguerite Artigues épouse en 1576, Madeleine Maure, fille de Marc, marchand de la ville de Tourves, et Louise Sebolin (veuve en 1^{er} noces de Etienne Spinass) ; Barnabé Sebolin (frère de Vincens), de Barthélémy et Catherine Amalric, épouse le 11 février 1583 Catherine Bausset, d'André, bourgeois de Signes, et de Jeanne Fabre.

150 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1605.

la garde la nuit à tour de rôle. Le capitaine et gouverneur de la ville Gaspard Venel, protestant, désigne 16 hommes à son choix, y compris un caporal pour la garde de jour ¹⁵¹. Il semble cependant que la ville tombe aux mains du Capitaine Baudument, vraisemblablement avec la complicité de certains ligueurs signois qui ont démoli les barricades ¹⁵². À Noël 1580, la ville est encore en état d'alerte et 4 capitaines de quartier sont désignés pour garder le lieu pendant la nuit ¹⁵³. Ces conflits génèrent des pillages des récoltes, des rançonnements des stocks de la ville, des dépenses très lourdes d'entretien et logements des troupes, comme d'aménagements pour défendre le bourg et armer ses habitants. Un exemple frappant est celui de l'accueil des compagnies corses installées à Signes sur ordre du Grand Prieur de France, Henri d'Angoulême. Le 17 septembre 1579, on prépare des vivres et on nomme un étapier ¹⁵⁴. Trois jours plus tard on envoie une députation auprès du Grand Prieur pour solliciter le « *délivrement desdites compagnies* » ¹⁵⁵.

La multiplication des efforts et l'énergie déployée par la commune et ses principaux notables démontrent le poids que fait peser sur la ville l'entretien de ces troupes. Le 30 janvier 1583, on députe Laurent Venel et Balthazar Sebolin auprès du Grand Prieur à l'effet de solliciter le délogement des troupes qui sont à Signes ¹⁵⁶. Le 11 mars, une nouvelle ambassade composée de Balthazar Venel et Hercule Garnier tente d'obtenir « *le délogement des corsous* » ¹⁵⁷ et obtiennent satisfaction ¹⁵⁸, mais quelques jours plus tard Guillaume Jauffret informe le conseil qu'il faut patienter ¹⁵⁹. Le 31 mars, on offre un présent (truites, chambres - écrevisses - et anguilles) au Grand Prieur qui doit venir à Signes, et une nouvelle députation lui est envoyée ¹⁶⁰. Jean Gautier ¹⁶¹ son secrétaire et plusieurs gentilshommes ayant déclaré qu'il n'y avait pas d'autres solutions de s'en débarrasser, le lendemain, 1^{er} avril 1583, Balthazar Venel et Balthazar Sebolin, partent en compagnie du Grand Prieur à Trets auprès d'Alphonse d'Ornano colonel des compagnies corses afin d'obtenir leur délogement en réclamant le paiement pour fournitures dues aux habitants de Signes ¹⁶². Le 9 avril, Balthazar Sebolin se rend à nouveau auprès d'Ornano ¹⁶³ et obtient satisfaction. On vote le 24 avril un présent de 25 pans de velours à un grand gentilhomme qui s'est employé à grand peine pour ledit délogement ¹⁶⁴.

Outre illustrer le poids de la guerre sur les finances et la prospérité de la commune et de ses habitants, l'identité des personnalités à qui l'on confie des charges ou des députations révèle le poids des religionnaires dans la vie politique locale. Le capitaine Gaspard Venel, gouverneur de Signes en 1579, Fouques Nissard, Pierre et Laurent Venel, Balthazar Sebolin, Hercules Garnier, Guillaume Jauffret sont tous protestants ou apparentés. La communauté réformée est en effet extrêmement dynamique à Signes. Elle s'affiche publiquement ¹⁶⁵, le matin, ils se réunissent régulièrement dans une maison de la place Saint Jean ¹⁶⁶ et y chantent « à tue-tête leurs cantiques » et ce alors que l'on célèbre la messe de l'aube ¹⁶⁷. Frédéric de Ragueneau ne fait pas preuve de la même retenue que son oncle. Alors même, pourtant, que l'édit de Beaulieu de mai 1576 garantissait la liberté de culte ¹⁶⁸, le 6 novembre 1576, il dépêche sur place son viguier Clémens Clavelly et fait convoquer, en présence d'Honoré de Castillon, seigneur du Castellet, et du gouverneur de Marseille, Claude-Antoine Bon, Baron de Mevouhlon, ligueur, le conseil de la commune au grand complet. Plusieurs d'entre eux sont cryptos-protestants ou réformés : Elzias Amalric, Guillaume Juvenal, M^e Guillaume Boniffay et M^e Antoine Spinass notaires, Antoine

151 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1700.

152 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1718-1722.

153 AD 83 E dépôt 55 BB6, f°58.

154 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1821.

155 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1823.

156 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°380.

157 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°395.

158 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°397.

159 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°400.

160 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°401.

161 ORDINIS, Ch., *Anciennes familles de Provence*, notice sur la famille Gautier (de Grambois), <http://genobco.free.fr> : Jehan Gautier, secrétaire du comte de Tende puis d'Henri d'Angoulême, pourvu par le roi Charles IX de la charge de viguier de Marseille (1571), contrôleur ordinaire des guerres (1575), seigneur de Grambois (1584), consul d'Aix et procureur du pays de Provence (1586).

162 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°402.

163 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°407.

164 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°409.

165 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 290.

166 Encore existante aujourd'hui, elle est située au numéro 15 de la rue Saint Jean.

167 SAGLIETTO, Abbé V., « L'assassinat à Signes de M^{sr}. F. de Ragueneau, ... », *art. cit.* p. 16.

168 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence*, *op. cit.*, p. 224.

Billon, marchand et hoste. François Buisson, le greffier de la communauté et plusieurs particuliers, François Sebolin, Laurent Venel, Pierre et Balthazar Amalric sont également appelés. Il invoque les édits royaux pour la pacification afin de faire interdiction de toutes réunions cultuelles sur tous les territoires de sa seigneurie de Signes. L'acte est dressé dans la maison de son rentier, Jean Panouze ¹⁶⁹ dont nous avons souligné la proximité des cercles de la ligue marseillaise. L'évêque exige qu'il soit immédiatement signifié aux protestants de Signes. Le viguier Clémens Clavelly, accompagné du notaire Antoine Longy, se transportent alors dans la maison de Vincens Sebolin, où il trouve, « *assis devant la bible, testaments ancien et nouveau, encore ouverte sur la table* », les protestants de Signes : M^e Antoine Spinus, notaire, André Alphant, Fouques Nissard, Pierre Spinus, Gaspard Venel, Guillaume Jauffret, Jean-Paul Barthélémy, Arnaud Sebolin, Elzias Nissard, Philipe Aycard, Claude Bouffier, Pierre Juvenal, ledit Sebolin, plusieurs de leurs enfants, femmes et filles. L'acte de signification est dressé dans la maison de Vincens et Barnabé Sebolin en présence de témoins députés par l'évêque pour l'occasion ¹⁷⁰. Les protestants, loin d'être intimidés, continuent leurs activités ¹⁷¹. Le 1^{er} janvier 1577, à la suite des Etats de Blois, l'édit de Beaulieu est abrogé. Les protestants provençaux se réorganisent. Guy-Paul de Chatillon, neveu de l'Amiral de Coligny, de retour d'Allemagne passe en Provence où il réconcilie les deux chefs militaires huguenots le Baron d'Allemagne et le Baron d'Oraison ¹⁷². À la demande d'Henri de Navarre, une assemblée générale de la noblesse et des représentants des églises réformées de Provence s'organise à laquelle Vincens Sebolin est député. Le 4 février 1577, il passe acte de partage avec son frère Barnabé des biens de leur père « *avant son grand voyage* » ¹⁷³. Une première réunion préparatoire se tient à Draguignan où l'on jure « l'union, qu'on appelle les *razats*, entre la noblesse et communes, tant d'une religion que de l'autre », pour le respect de l'édit de Beaulieu. L'assemblée a lieu le 9 juin à Seyne ¹⁷⁴. Les protestants de Signes probablement à la faveur de la nouvelle de l'édit de Poitiers de septembre 1577 vont contester la décision d'interdiction du culte prise par Ragueneau devant le Parlement. Les demandeurs sont André Alphant (fils d'Urbain) et le pasteur Jean Pascal ¹⁷⁵. Ils revendiquent leur droit de prêcher publiquement. Ils sont déboutés par arrêt du parlement du 27 juin 1578 ¹⁷⁶. La réaction des réformés est violente. Isnard Verguin « *home de mal vivant* » en plein conseil communal le 28 septembre 1578 se saisit du viguier, le frappe et l'expulse de la maison communale ¹⁷⁷. Le rentier Jean Panouze, le 3 octobre ¹⁷⁸, et le viguier Clémens Clavelly, le 4 octobre ¹⁷⁹, sont ouvertement pris à parti par des protestants, notamment Pierre Spinus, le conseiller de la commune, accusé de « rébellion », et jeté en prison ¹⁸⁰. Le conflit entre les religionnaires et les autorités catholiques s'enflamme. Le même Isnard Verguin, d'une famille de notaires signois ¹⁸¹, s'attaque l'année suivante aux moines de la chartreuse de Montrieux où il commet « *voullerie et sacrilège* » ¹⁸². Cet « ultra » de la communauté réformée ne s'arrêtera pas là. Il est condamné à mort et exécuté sur une place d'Aix pour avoir conduit un soulèvement contre le seigneur-évêque ayant conduit au sac et à la destruction de son château de Signes ¹⁸³. Le 19 mai 1585, il est délibéré de retenir sur la pension de l'évêque qui doit lui être payées en juillet les 20 écus réclamés par le géolier Pierre Lance pour frais de garde et de nourriture d'Isnard Verguin « *exécuté à mort* » ¹⁸⁴.

169 AD 83, 3 E 46/158, registre de M^e Pierre Longi, notaire de Signes, f^o160-161

170 AD 83, 3 E 46/158, registre de M^e Pierre Longi, notaire de Signes, f^o161v-162.

171 SAGLIETTO, Abbé V., « L'assassinat à Signes de M^{se}. F. de Ragueneau, ... », *art. cit.* p. 17.

172 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 227.

173 « *Messires Vincens et Barnabé Sebolin du présent lieu de Signes, fils à feu Barthelemy, écuyer, ont fait division et partage entre eux des biens présents, tant meubles et immeubles à eux délaissés ... et autres biens meubles et immeubles partagés entre eux par les actes faits chez M^e Antoine Spinus, notaire royal de Signes ...* » 4 février 1577, M^e François Buisson, notaire de Signes, en présence de Claude Amalric et Claude Verguin.

174 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 228.

175 Originaire d'Auriol, il avait été reçu à l'Académie de Genève le 15 décembre 1565, puis habitant de Genève en 1572.

ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 471 et 563.

176 BELSUNCE, M^{se} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, *op. cit.*, t. 3, p. 249-251.

177 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 291.

178 AD 13, 5 G 511.

179 AD 13, B 5466, f^o354.

180 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 291.

181 Il est baptisé en avril 1548. Son parrain est Jean Gardanne, de Toulon, et sa marraine Claire de Glandevès-Cujes épouse de Bertrand Sebolin (voir note 64). Il est le fils de M^e Louis Verguin, notaire de Signes. Son cousin-germain Claude Verguin, fut également notaire de Signes, et le père de ce dernier Pierre Verguin, viguier est démis de ses fonctions en 1572 par Frédéric de Ragueneau.

182 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 291.

183 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes...* *op. cit.*, p. 85.

184 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f^o792.

Ce conflit religieux ouvert vient se superposer à un conflit économique et fiscal avec l'évêque. Comme nous l'avons évoqué Ragueneau, à la suite de son oncle, rétablit des taxes tombées en désuétude. Il se montre beaucoup plus procédurier que son oncle, probablement mal disposé vis-à-vis d'une commune qu'il perçoit comme un cloaque hérétique sur son diocèse, lui qui été formé à la théologie à l'université de *Toulouse la Sainte*. En sus, les protestants qui appartiennent aux familles les plus notables de Signes sont des piliers de la vie économique et se retrouvent presque systématiquement en charge des finances de la commune au poste de trésorier. Le 3 février 1577, quand mission est donnée aux consuls de présenter les hommages de la Communauté à l'évêque à son arrivée à Signes et tâcher d'accommoder le procès pendant, le capitaine Gaspard Venel, protestant, est trésorier¹⁸⁵. Au contentieux sur les taxes sur les « terres et bosques », va s'ajouter un conflit bien plus sensible pour la vie social et économique, celui sur les moulins et fours de la commune. Par un accord négocié avec le cardinal Innocent Cybo en date du 27 octobre 1526 la commune avait obtenu la garantie très avantageuse que le seigneur-évêque prendrait à sa charge la réparation des fours et des moulins, et en construirait de nouveau si ces derniers venaient à devenir insuffisants¹⁸⁶. Ces infrastructures publiques sont capitales pour la commune surtout dans une période où les provisions sont régulièrement rançonnées par des troupes de passage. Elles garantissent l'approvisionnement en farine et en pain. Le 23 avril 1579, on voit qu'une députation, à laquelle participe le protestant Antoine Billon¹⁸⁷, est envoyée à Aix à l'effet de mettre en demeure l'évêque de Marseille d'établir des moulins à blé en nombre suffisant pour les besoins du lieu¹⁸⁸. La peste qui se déclare dans la ville en 1580 ne va faire qu'accroître le problème. En 1583, le trésorier est le protestant Vincens Sebolin, et l'on retrouve plusieurs de ses coreligionnaires ou parents au conseil : Laurent Venel, Balthazar Sebolin, Guillaume Jauffret, Elzias Amalric, et Balthazar Amalric (de feu Pierre). Plusieurs députations sont envoyées auprès de l'évêque pour tenter de régler le différend à l'amiable¹⁸⁹. Leur échec conduit la commune à décider le 25 avril 1583, de consulter un avocat à Aix, Jean Garnier, pour solliciter tous les procès, et ne pas compromettre le procès avec l'évêque, mais « *d'appointer par articles et réponses* » et « *sy y a moyen* »¹⁹⁰. Néanmoins, un arrêt est rendu en faveur de l'évêque par le Parlement. Le 20 mai 1583, il est délibéré d'interdire l'accès aux herbages sauf « *à personnes non prohibés du droict afin d'éviter le paiement du droit de lods et treizain* », ledit arrêt ayant ordonné ou « *de vuidier noz mains dudit deffens* » ou de payer au seigneur 600 écus de droit de lods tous les 15 ans¹⁹¹. Concomitamment Ragueneau a obtenu un arrêt portant expressément inhibition aux habitants de Signes de l'inquiéter, ainsi que ses officiers et fermiers¹⁹².

LES TENTATIVES DE CONCILIATION ET LA MUTATION DU CONFLIT

Suite à cet arrêt, la commune va tenter de négocier très activement. Le 30 mai 1583, le conseil écoute le compte rendu des députés, Barthélémy Venel, Balthazar Sebolin, Capitaine Gaspard Venel et M^e Jean Garnier, avocat, envoyés auprès de l'évêque contenant que ledit prélat « *est de bonne volonté de appointer* » les différends¹⁹³. Le lendemain on convoque une assemblée des *caps d'oustau* qui donne pouvoir auxdits députés de « *transiger, appointer et accorder* » lesdits procès et différends¹⁹⁴. Le 12 juin, la commune demande à Jean Richelmy, « *solliciteur* » d'Aix (et protestant), de solliciter tous les procès en cours¹⁹⁵. Mais trois jours plus tard, c'est un constat d'échec¹⁹⁶. On ratifie donc le 24 juillet 1583 le paiement de 117 écus d'or pour les dépens des procès contre l'évêque de Marseille¹⁹⁷.

185 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1307.

186 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes... op. cit.*, p. 83.

187 QUIVY, V., « Les premiers protestants de Marseille (1562-1583) », *op. cit.*. L'auteur classe le contrat de mariage d'Antoine Billon avec Jeanne Aurias (AD 13, 351E899, f°319) parmi les contrats de mariages protestants. Fils de Vinaud Billon et Catherine Sebolin, qui se remarie avec l'hôte protestant Guillaume Beaussier dit Roux, il est dans tous les cas au cœur d'une parentèle protestante.

188 AD 83 E dépôt 55 BB5, f°1658.

189 18 septembre 1581, AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°221 ; 5 janvier 1582, AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°238.

190 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°414.

191 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°418.

192 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 291.

193 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°420.

194 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°421.

195 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°423.

196 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°426.

197 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°439.

Le 2 octobre, les élections communales ont lieu. Le trésorier Vincens Sebolin est remplacé par un de ses coreligionnaires Fouques Nissard. Les deux consuls Elzias Amalric et Hugues Spinass sont également proches de la communauté réformée, et un protestant qui va jouer un rôle central fait son entrée au conseil : Arnaud Sebolin ¹⁹⁸. Pour sortir de cette impasse la commune va solliciter l'aide du Grand Prieur qui est à Signes. Le 6 octobre 1583 sur son conseil la commune députe Barthélémy Venel, Balthazar Sebolin et Jean Garnier à Toulon pour l'accompagner, avec mission « *d'accommoder, transiger et appoincter les différends* » de la Communauté avec l'évêque ¹⁹⁹. Mais le 16 octobre le compte rendu des délégués qui ont accompagné à Toulon le Grand Prieur indique qu'ils n'ont pas pu s'entendre avec l'évêque ²⁰⁰.

Le conflit se durcit. Après qu'un conseiller ait été envoyé, le 29 octobre pour sommer l'évêque de réparer le moulin de Figaret, tout en proposant de fournir la chaux nécessaire ²⁰¹, le consul Elzéar Amalric est arrêté et incarcéré à Aix ²⁰². La commune tente par tous les moyens de transiger et soumet le différend à l'arbitrage. Le 10 novembre elle nomme trois commissaires, noble Balthazar Sebolin, Jean Panouze et Pierre Venel, pour « *traicter, accomoder, et deffinir* » avec l'évêque qui de son côté a désigné les seigneurs d'Ollières et de Tourves pour le représenter ²⁰³. Mais le projet d'arbitrage échoue de nouveau ²⁰⁴. Rebelote le 31 décembre ²⁰⁵. Cette fois-ci les députés apportent à l'évêque un présent de trois chapons pour marquer leur bonne volonté ²⁰⁶. Balthazar Sebolin et François Buisson, puis Hugues Spinass, Jean Panouze, Balthazar Sebolin, qui se sont relayés auprès de l'évêque pour négocier aboutissent enfin à un compromis. On présente le 4 janvier 1584 le compte rendu. Il a été conclu que le prélat « baillera » à la communauté les « fours, moulins, cens et paturages des territoires de Signes et Meynargues », moyennant 140 charges de blé « anonne » pour les moulins et cens, et 400 écus d'or pour le restant. On délibère d'emprunter 2 000 écus d'or mais les premières dissensions se font entendre ²⁰⁷. Le 22 janvier un conseil général de la commune est convoqué. De nombreuses personnalités de la ville sont présentes : noble Lazarin Spinass, noble Balthazar Sebolin, noble Jean Garnier de Juhlans, Sires Jean Panouze, Pierre Venel, André Bausset, Barthélémy Venel, Maitres Guillaume Boniffay, François Buisson, Louis Verguin. On peut cependant noter l'absence de plusieurs notables des familles Amalric, Sebolin, Spinass ou Venel proches des réformés ²⁰⁸. Contrairement à ce qui a pu être écrit ²⁰⁹, la transaction ne reçoit pas une approbation unanime. Sur les cent-deux chefs de maison présents, près d'un tiers la rejette. Au sein du conseil de la commune, ce n'est pas le seul réformé Arnaud Sebolin qui vote contre, mais aussi son coreligionnaire le trésorier Fouques Nissard, et François Reboul, qui lui n'est pas protestant ²¹⁰. Les arrérages dus par la communauté sont de 2 400 écus d'or, somme très importante. Une semaine plus tard, on envoie 2 chapons à l'évêque en cadeau. Le 2 avril 1584, Balthazar Amalric (de Honoré) et le Capitaine Gaspard Venel sont chargés d'emprunter 3 000 écus d'or à Monsieur de Malherbe, écuyer d'Aix, secrétaire du gouverneur de Provence et à Marguerite de Coriolis « à raison de 10 florins pour cent » afin de payer à l'évêque de Marseille 2 400 écus en vertu de la transaction ²¹¹. L'opposition gagne du terrain au sein du conseil, quatre conseillers protestent ²¹².

La commune doit en effet faire face à de nouvelles dépenses pour le logement des compagnies du Grand Prieur qui sont à Signes. Le 19 juin 1584 on offre 4 poules à ce dernier pour tenter d'obtenir le départ des troupes, et il faut emprunter 700 écus d'or pour payer les arrérages dus aux troupes ²¹³. Par ailleurs, les moulins baillés par l'évêque sont insuffisants pour la vie de la commune, il faut donc acheter à Louis et Balthazar Castellan le

198 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°463.

199 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°468 et 474.

200 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°478.

201 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°480.

202 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°490.

203 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°483.

204 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°483 (15 novembre 1583).

205 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°496.

206 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°512.

207 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°500-502.

208 Balthazar Amalric, fils de Honoré, Balthazar Amalric, de Pierre, et son frère capitaine Melchior Amalric, Capitaine Vincens Sebolin, leader présumé des protestants, Jean Sebolin, négociant à Marseille, Antoine Spinass, notaire, Capitaine Gaspar Venel.

209 SAGLIETTO, Abbé V., *La commune de Signes... op. cit.*, p. 82-83 ; SAGLIETTO, Abbé V., « L'assassinat à Signes de M^{sr}. F. de Ragueneau, ... », *art. cit.* p. 16.

210 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°507-510.

211 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°539-542.

212 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°541-542.

213 AD 83 E dépôt 55 BB6-1, f°570 et 572.

moulin du Latay et y faire des travaux. Ces charges auraient été assumées par le seigneur-évêque sous le régime de la transaction de 1526 avec le Cardinal Cibo.

En octobre 1584, de grandes pluies qui provoquent des inondations endommagent gravement les moulins. La situation financière de la commune se tend. Le 25 novembre 1584, quatre délégués sont chargés d'emprunter au 8,33% jusqu'à 6 000 écus au Vicomte de Pourrières et à Mme de Forbin-Janson afin de rembourser les créances de la commune ²¹⁴. La situation devient intenable, que ce soit les charges de blé ou les sommes dues, la commune est dans l'impossibilité d'honorer les échéances négociées avec l'évêque. Le 8 décembre 1584 on députe à Aix Arnaud Sebolin à l'effet d'obtenir des lettres pour « rompre » la transaction avec l'évêque et retirer les 2 400 écus baillés au prélat ²¹⁵.

Dans le même temps une décision de l'évêque ravive le conflit religieux. Il déclare les cimetières d'Auriol et de Signes « pollués » par les sépultures protestantes et interdit à ses prêtres et leurs diacres de procéder à des enterrements tant « *que les corps desdits adversaires de ladite religion auroyent este desenterez, transportez et mis dans un autre lieu* » ²¹⁶. Le 10 décembre, le conseil de la commune décide donc d'acheter « *un lieu pour estre ansevellis ceux de la religion* » ²¹⁷. Ragueneau vient en personne à Signes. Il a depuis quelques mois nommé viguier de Signes le Capitaine Pierre Capus, proche des ligueurs aixois ²¹⁸. L'évêque vient avec des hommes chargés d'exhumer les corps de ceux de la religion réformée, inhumés dans le cimetière de l'église Saint Pierre, et il demande à la commune de les payer. Le 20 décembre le conseil communal sursoit à statuer sur cette demande ²¹⁹. Cet épisode donne raison à Catherine de Médicis quand elle écrivait au Roi le 4 septembre 1579 à propos de Frédéric de Ragueneau de se méfier de ce petit évêque exalté ²²⁰.

L'année 1585 est marquée par le soulèvement de la Motte-Dariès qui tente de livrer Marseille à la Ligue et les mouvements de troupes protestants et bigarrats ²²¹. La situation est extrêmement tendue à Signes où Balthazar Sebolin est nommé le 19 mars 1585 gouverneur et capitaine de la ville ²²². Il prend ses ordres du Grand Prieur. Les femmes et enfants sont évacués de Signes ²²³. Les reliques de Saint Jean sont confiées à Lazarin Spinis à Marseille ²²⁴. L'évêque s'oppose ouvertement aux ordres du Grand Prieur et à la nomination de Balthazar Sebolin. La question religieuse est au cœur de son comportement ²²⁵. Le 17 avril, le conseil refuse d'accepter Pierre Capus comme capitaine et gouverneur en vertu d'une commission de l'évêque de Marseille présentée par François de La Godine, aumônier du feu Roi Charles IX, et décide de suivre les ordres du Grand Prieur ²²⁶. Malgré les lettres de commission du Grand Prieur rapportées de Toulon et portées à la connaissance de l'évêque, ce dernier refuse de reconnaître Balthazar Sebolin comme gouverneur ²²⁷. La commune elle se conforme à tous les ordres du Grand Prieur de « *se garder des entreprises des ennemis de Sa Majesté* », de faire prêter serment de fidélité au Roi par « *ceux... venus des troupes* » ennemies et de se saisir de leurs armes ²²⁸. Le 19 août 1585, Frédéric de Ragueneau par l'intermédiaire de son viguier fait révoquer le conseiller Claude Bouffier comme étant de la religion prétendue réformée ²²⁹. La situation est tumultueuse et donne lieu

214 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°671.

215 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°681.

216 AD 13 - 381E-390 f° 74v (9 décembre 1584) et f°93-94 (17 décembre 1584).

217 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°682.

218 ORDINIS, Ch., *Anciennes familles de Provence*, notice sur la famille Borilli, voir les générations VII et VIII <http://genobco.free.fr/provence/Borrilli2.htm> François Borilli, beau-père de Pierre Capus est recteur de la confrérie des cinq plaies d'Aix.

219 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°686.

220 KAISER, Wolfgang, « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 294.

221 ARNAUD, E., *Histoire des protestants de Provence...*, *op. cit.*, p. 248-259.

222 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°744-746.

223 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°755.

224 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°779.

225 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°761 et 768.

226 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°770.

227 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°774, 775 et 784.

228 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°830 (10 juillet 1585).

229 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°852.

à des violences ²³⁰. Signes reste en état d'alerte militaire de manière quasi-constante jusqu'en 1590 ²³¹ et des troupes bigarrâtes y stationnent. Les rebelles ligueurs sont traqués, dénoncés et arrêtés ²³².

Cependant la commune continue à s'endetter auprès de notables locaux et de personnalités de la région ²³³ afin de s'acquitter, avec des difficultés considérables, de ses obligations vis-à-vis de son seigneur-évêque ²³⁴. En 1586 et en 1587, la commune a été touchée par la peste ²³⁵. L'année suivante les moulins du Gapeau et de Figaret ont été en partie détruit par des troupes ²³⁶. Il a fallu faire venir un ingénieur ²³⁷, et les réparations durèrent plusieurs mois ²³⁸. La pauvreté s'est fortement accrue sur la commune ²³⁹, sans que cela n'émeuve le chapitre de la cathédrale de Marseille avec lequel la commune est en procès pour obtenir le versement d'une pension pour l'aumône aux pauvres ²⁴⁰. Ragueneau continue à âprement faire valoir ses droits ²⁴¹. Le 9 juin 1588, la dette de la communauté s'élève à 18 ou 20 000 écus auxquels les particuliers devront s'obliger au prorata ²⁴².

À partir de cette époque la dimension religieuse du conflit s'étiole. Dans la foulée de l'édit de juillet 1585, une grande partie des réformés de la ville retournent à la foi catholique. Dans les registres notariaux de Marseille, on retrouve les actes d'abjurations de plusieurs d'entre eux ²⁴³. Le 5 janvier 1586, la commune accepte l'offre faite par N. Girardi de l'ordre de Saint François, de passage à Signes où il a autrefois prêché, de rester jusqu'au carême comme prédicateur ²⁴⁴. Une trêve s'instaure avec le départ en Italie de l'évêque de 1589 à 1592 ²⁴⁵, poussé à l'exil par la prise de pouvoir de la Ligue qui aboutira à la dictature de Casaulx ²⁴⁶. Plusieurs leaders protestants sont désormais intégrés dans les troupes bigarrâtes de François de Vintimille-Tourves. On retrouve en 1589, les capitaines Vincens Sebolin, Melchior Amalric et Gaspard Venel, au côté des Capitaines Boyer, Portanier, du baron de Montaut, de Monsieur de La Grave, dans les compagnies de M^r de Tourves ²⁴⁷. Blaise Spinass est

230 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°864. Le 8 septembre 1585, il est délibéré de faire faire une enquête au sujet de la blessure reçue la veille par Honoré Juvenal et le grand tumulte qu'il y avait dans le lieu.

231 AD 83 E dépôt 55 BB7, année 1585 : f°26, 33, 35, 53 ; année 1586 : f°149 (désignation d'un capitaine), 151, 179, 187, 211 (demande de renforcement de la garnison) ; année 1587 : f°341, 343 ; année 1588 : f°622 (désignation d'un capitaine), f° 654, f°677 (nomination d'un gouverneur et capitaine).

232 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°650, 15 octobre 1588 : Délibéré de demander au rentier des droits seigneuriaux de vouloir bien instituer un procureur juridictionnel à l'effet de faire, conformément à la sommation des capitaines des troupes logées à Signes, « expédition de justice des prisonniers qui sont atteints et convaincus de trahison ».

233 AD 83 E dépôt 55 BB6-2, f°842 (28 juillet 1585) : Vote de 74 fl en remboursement du prix du blé « baillé » par Vincens Sebolin « pour fere charger les mulets » de l'évêque de Marseille à l'occasion des « interetz que auroit faict liquides » Antoine Juvenal, meunier ; suit un nouvel emprunt à Lucrèce de Forbin, Vicomtesse de Pourrières ; AD 83 E dépôt 55 BB7, f°300 (30 novembre 1586) : emprunt de 1 200 écus à N de Gerenton ; f°343 (26 février 1587) : emprunt de 200 écus à Balthazar Amalric ; f°423 (12 septembre 1587) : Acceptation d'un prêt de 600 écus de Lucrèce de Forbin, vicomtesse de Pourrières veuve d'Annibal de Glandeves, seigneur de Baudument, lieutenant du Comte de Carcès qui occupa et rançonna Signes. Elle est remariée à Antoine de Glandeves-Pourrières. Sa sœur Diane de Forbin épouse de François de Glandeves-Cujes, cousin germain de Balthazar Sebolin ; voir aussi f° 488 et 494.

234 AD 83 E dépôt 55 BB7, f° 335 (15 février 1587) : Députation à l'effet d'accommoder le différend avec l'évêque au sujet de la qualité du blé de la pension servie.

235 AD 83 E dépôt 55 BB7 f°300 et 343. En avril-mai 1587 la commune est évacuée en raison de la peste.

236 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°662.

237 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°530 et suivants, délibérés du 13 et 19 mars 1588.

238 Elles sont achevées le 28 octobre 1588.

239 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°488 (29 décembre 1587) : Délibéré d'emprunter 1000 écus et de n'exiger le capage imposé qu'à la Madeleine prochaine pour « sollager les particuliers » à cause de la pauvreté du lieu.

240 AD 83 E dépôt 55 BB7, (31 janvier 1588).

241 AD 83 E dépôt 55 BB7 (27 décembre 1586) : Délibéré à propos d'une sommation de l'évêque qui veut qu'on lui fasse un chemin pour aller à son château.

242 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°562.

243 André Alphantis et sa femme, Philippe Aycard, sa femme Peyronne Richard, et leur fils Daniel Aycard, Jean Beaussier, Jean Caillol, les frères Jacques et Jean Espinassy, de feu Pierre, Antoine Espinassy, notaire et son épouse Lucrèce Nissard de feu Elzias, Pierre et Antoine Nissard, ses frères, Fouques et François Nissard, frères, fils de Barnabé, Guillaume Jauffret, fils de feu Reynaud, Pierre Juvenal et sa femme, Catherine Amalric, femme de feu Barthélémy Sebolin, et sa belle-fille Honorade Michel femme de Capitaine Vincens Sebolin, Arnaud Sebolin, AD 13, 381E390 passim.

244 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°62.

245 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 291.

246 KAISER, W., *Marseille au temps des troubles*, *op. cit.*, chapitre 9 et 10.

247 Journalier des troupes de M^r de Tourves au château de Signes, de juillet à septembre 1589, AD 83 Inventaire Mireur, Signes, EE 15, 1589.

lui lieutenant dans la compagnie de cheveu-légers d'Antoine Boyer ²⁴⁸. Ce dernier est nommé gouverneur de Signes par commission de Monsieur de la Valette du 3 janvier 1590 ²⁴⁹. Balthazar Sebolin sert d'intermédiaire entre la commune et Monsieur de Tourves au sujet du château et de la garde du lieu ²⁵⁰. Quand la ville est capturée par la Ligue en juillet 1590 on constate qu'il y a encore des protestants car les consuls sont démis et un rôle des gens du lieu « *huguenaulx et leurs adhéants* » est demandé par le capitaine N. de Brandis ²⁵¹. Mais la commune s'illustre par son service constant aux troupes royalistes. Le 18 mars 1592, un contingent sous la direction de Balthazar Sebolin est chargé de la garde du fort de Meynarguette, appartenant à son beau-frère Lazarin Spinass. Il restera « *sousz la charge de ce dernier, à condition que l'argent provenant des particuliers qui y déposeront du blé ou des meubles sera affecté au paiement des gages dudit garde* » ²⁵². Le 7 Juillet, 9 compagnies de Lesdiguières arrivent à Signes ²⁵³, et le 7 septembre, on ordonne de raser la tour et l'église de Château-Vieux afin « *que aucunqz ne s'empare d'ycelle* » ²⁵⁴.

LA RUINE DE LA COMMUNE DE SIGNES ET L'INFLEXIBILITÉ DE FRÉDÉRIC DE RAGUENEAU

Le retour de Frédéric de Ragueneau à Marseille va relancer la bataille judiciaire. Le 23 octobre 1592, il est délibéré de payer ce qui est dû à l'évêque. On envoie une première députation auprès dudit prélat pour le solliciter de reprendre son bien, la transaction passée étant « *grandement dommageable à la commune tant pour la mortallité du peuple que pour la guerre* » ²⁵⁵. Une seconde avec le même objet est envoyée le 14 décembre et pour « *lui offrir un présent honeste et lui payer ce que ce pourra de sa pension et arérages* » ²⁵⁶. Le député est Pierre Amalric, de feu Elzias, le consul André Alphant, et un des conseillers Arnaud Sebolin qui est désigné en cours d'année pour « *contrôler les affaires de la commune* » ²⁵⁷, tous anciens protestants. Si « *l'opposition communale menée par les réformés semble donc brisée* » en 1585 ²⁵⁸, c'est qu'en réalité elle a quitté le terrain religieux pour s'ancrer sur le terrain social et économique.

L'évêque de Marseille s'arcoute et fait multiplier les arrestations ²⁵⁹. Le 15 mars 1593 la commune décide de poursuivre la cassation de la transaction passée avec l'évêque de Marseille très préjudiciable à la communauté et de prendre fait et cause pour « *tout particulier emprisonné par l'évêque pour le fait de la transaction* » ²⁶⁰. Le 24, on députe à Manosque pour solliciter et poursuivre le procès contre l'évêque ²⁶¹. L'affaire semble bien engagée selon les avocats ²⁶², mais le 20 novembre la commune est condamnée pour les arrérages dus ²⁶³. Le 28 novembre 1593 elle envoie des représentants auprès de l'évêque de Marseille pour lui « *fere reverence* » et tacher « *de s'accomoder* » avec lui à propos des 525 charges de blé et 1 800 écus auxquels la communauté a été condamné par arrêt, « *en remontrant la pauvreté du lieu* » mais aussi de le supplier de résilier la transaction. Au cas où la supplique ne serait pas entendue des commissaires sont nommés avec pouvoir de poursuivre ladite résiliation ²⁶⁴. Dans la foulée, le 12 décembre, on décide de s'informer du prix du blé pendant les années 1589 à 1592 « *pour voir sy se pourra accomoder de celui du à l'évêque* » ²⁶⁵, et le 19 on procède à diverses vente pour s'acquitter des sommes dues ²⁶⁶. Devant l'inflexibilité du prélat qui exige le respect de la transaction, il faut poursuivre le procès en rescision de la transaction, dont sont chargés M^e Pierre de Fauris,

248 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°735 ; Sénéchaussée de Hyères 2B3, f°295, donation du 15 octobre 1591.

249 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°711.

250 AD 83 E dépôt 55 BB7, f°803, 813 et 818-822.

251 AD 83 E dépôt 55 BB8-1, f°5.

252 AD 83 E dépôt 55 BB8-1, f°113.

253 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°153.

254 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°179.

255 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°378.

256 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°418.

257 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°533.

258 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 292.

259 AD 83 E dépôt 55 BB8-1, f°549. Le consul Garnier est arrêté à Manosque le 11 mai 1593.

260 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°491-492.

261 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°505 ; députation ultérieure le 23 octobre f°359, puis le 5 novembre f°780.

262 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°800.

263 KAISER, W., « La gestation d'un crime... », *op. cit.*, p. 292.

264 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°836.

265 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°858.

266 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°864.

et M^e Decormis ²⁶⁷. Pendant que la commune emprunte à de nombreux particuliers et lève de nouvelles taxes pour payer le prélat ²⁶⁸, celui-ci multiplie les mesures d'exécutions sur des particuliers ²⁶⁹. La situation devient telle que les notables de la commune en viennent jusqu'à refuser non seulement les fonctions municipales mais aussi de simple députation comme Hercule de Garnier de Juhlsans. Le 19 mai 1594, plusieurs représentants sont envoyés à Manosque, Aix et auprès du Duc d'Epéron à l'effet de demander qu'à l'avenir les consuls ne soient plus emprisonnés pour les affaires de la communauté, ceux-ci renonçant à exercer leur charge ²⁷⁰. Une nouvelle tentative de terminer « à douceur » les différends entre l'évêque et la communauté a lieu le 28 mai ²⁷¹, tandis que d'importantes personnalités, à la faveur des services rendus par la commune lors des dernières années de la guerre, proposent leur médiation comme M. d'Ollioules. Il offre de « *s'employer pour la commune à la pacifier* » avec l'évêque de Marseille « *afin de conférer avec lui des différends existants* » ²⁷². Rien n'y fait, le 15 juillet 1594 Barthélémy Venel est chargé de passer acte d'obligation de 2 000 écus « *payables à fin aout prochain* » en acompte de ce qui est dû audit évêque moyennant quoi il relaxera Balthazar Amalric qu'il détient prisonnier ²⁷³, le prélat en réponse le fait emprisonner ²⁷⁴.

La commune est contrainte le 3 février 1595 de créer un bureau composé de personnes capables et « *nullement comptable à la commune* » pour administrer les affaires courantes et plus spécialement les dettes ²⁷⁵, et le 19 mars de désigner un 3^e consul, les autres étant en prison. À cette période le Capitaine Faulquet s'est emparé du fort de Meynarguette dont il se sert de base pour ravager la commune. Début avril il saisit le blé qui avait été stocké pour payer Ragueneau, on députe à Aubagne le consul Melchior Amalric pour expliquer la situation à l'évêque, il fait jeter le consul en prison ²⁷⁶. En juin, trois nouveaux consuls sont exceptionnellement élus par un conseil général, tous les autres étant incarcérés ²⁷⁷. La commune explore toutes les voies possibles pour mettre un terme au contentieux. Une nouvelle députation est envoyée auprès de l'évêque pour tenter de régler le différend à l'amiable ²⁷⁸. Une autre se rend le 26 juillet auprès de son secrétaire particulier N Clapier pour lui offrir d'exiger une imposition afin d'en affecter le produit au paiement de la créance et obtenir en échange l'élargissement de Barthélémy Venel et Melchior Amalric, prisonnier dudit évêque ²⁷⁹. Mais quelques jours plus tard l'opération avorte, l'imposition étant trop élevée en raison de la pauvreté du lieu. On décide de la remplacer par une quatre fois moindre dont le produit est cette fois-ci affecté à la poursuite du procès en cassation de la transaction avec l'évêque ²⁸⁰. Le 11 août la commune demande de nouveau à M d'Ollioules d'intercéder auprès de Ragueneau pour faire accommoder le procès ²⁸¹. Elle fait de même l'année suivante avec M de Cuges ²⁸².

Le 21 juillet 1597, une solution s'esquisse enfin. Il est procédé au vote d'une taille de 3/4 de picotins de blé par florin cadastral, destinée à rembourser les 250 charges dues à l'évêque avec lequel les députés communaux

267 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°864 (19 décembre 1593), et f°979-983 (15 février 1594).

268 AD 83 E dépôt 55 BB8, 26 janvier 1593 : Emprunt à Jean-Baptiste de Villages de 600 écus ; f° 495 et 508 (27 mars 1593) : Achat de la bastide de Barthélémy d'Artigues, seigneur de la Garde, moyennant 1 200 écus offert par Balthazar Sebolin ; f°975 (16 février 1594) : Députation à Marseille pour tâcher d'emprunter 1 000 écus afin d'acquitter diverses pensions ; f° 897 (8 janvier 1594) : Députation à Toulon pour emprunter afin d'acquitter les arrérages dus à l'évêque, ce dernier ayant fait entendre au député « *que sy la commune faict débvoir de le payer et quelque bonne volonté, que sera de telle volonté sur le principal que la commune cognaitera l'affection qu'il porte à ses subjectz* » ; f° 1202-1204 (24 juin 1594) : Nouvelle taxe pour s'acquitter de 2 000 écus dus à l'évêque adjugé par un arrêt ; f°1237 (13 juillet 1594) : Délibéré de passer acte d'obligation de 1 800 écus pour désintéresser l'évêque qui a envoyé un huissier et un sergent pour exécuter la commune.

269 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°975 (16 février 1594), 2 particuliers de Signes détenus à la conciergerie de Marseille ; f° 1141 (19 mai 1594), ledit prélat qui n'étant pas payé de ce qui lui est dû a fait prisonnier un habitant et menace d'en faire d'autres.

270 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°1142-1144.

271 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°1161.

272 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°1141, 19 mai 1594.

273 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°1238.

274 AD 83 E dépôt 55 BB8, f°1242.

275 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°168.

276 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°239-245.

277 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°287.

278 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°285 (4 juin 1595).

279 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°329.

280 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°340-342 (4 août 1595).

281 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°353.

282 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°561.

ont convenu que la transaction précédente serait annulée. La communauté avant la mi-août doit remettre les moulins et fours et reprendre les herbages à condition qu'on démolirait « les clos », sauf autorisation aux propriétaires d'en établir un petit à leur usage autour de leurs métairies. Le château seigneurial doit être rétabli en son premier état, ceux qui sont en cause dans sa démolition seront poursuivis. Il est indiqué qu'ainsi la commune serait remise en l'état où elle se trouvait du temps de l'évêque Cibo ²⁸³, référence à un passé prospère et un évêque très apprécié dont la mémoire est encore vivace.

Une semaine plus tard on fait quérir à Manosque M^e Pierre de Fauris (ou à défaut M^r de Marghaillet) avocat afin d'accommoder le procès avec l'évêque lequel promet de reprendre son bien. On donne par ailleurs mission à divers administrateurs de rechercher les registres de délibérations depuis 10 ans, dont ledit prélat a demandé l'exhibition ²⁸⁴. Pierre Amalric et Louis Garnier sont désignés commissaires pour passer acte de l'annulation de la transaction avec l'évêque, consenti moyennant le paiement de 500 écus ²⁸⁵. Le 18 août la transaction est passée devant M^e Ruffi, notaire royal et secrétaire de l'évêché ²⁸⁶. Le 1^{er} septembre l'acte de cassation de la transaction avec l'évêque est lu au conseil, avant d'en passer lecture publique ²⁸⁷. Le 5 octobre 250 charges de blé dues sont délivrées à l'évêque et, le 12, 400 écus sont empruntés à Toulon et remis à l'évêque ²⁸⁸. Au terme de la transaction, et en attendant la reconstruction de son château, on met la maison Bollène ²⁸⁹ à disposition de l'évêque. La commune la loue pour 35 écus par an ²⁹⁰.

Mais la commune reste confrontée à de graves problèmes financiers. Le 23 octobre 1598, on demande à l'évêque un délai pour le paiement des 1869 écus que la commune s'est engagée à lui payer par transaction ²⁹¹. Ces difficultés sont corroborées par le fait que la commune est placée sous la tutelle de la Cour de Comptes en raison des dettes considérables qu'elle a ²⁹². Le commissaire désigné à la réduction de ces dernières est André Séguiran ²⁹³. La dette de la commune est considérable, elle approche les 70'000 écus ²⁹⁴. Cela ne semble pas émouvoir Ragueneau. En 1601, il fait saisir les chèvres d'un particulier et exige la nomination d'experts pour estimer les biens sur lesquels il entend « *se fere payer sa debte* » ²⁹⁵.

Le conflit religieux est pourtant déjà bien loin, 15 ans se sont écoulés. Illustration éclairante, le 26 octobre 1600, on demande à Henri Alphantis, docteur en théologie, qui se rend à Rome, d'obtenir du Saint Père l'absolution de l'excommunication encourue par les habitants en raison d'excès commis ²⁹⁶. Le 26 mars 1601, le prévôt N de Bausset, vicaire général, vient visiter la commune pour lui transmettre l'absolution qu'il a apporté de Rome ²⁹⁷. Les démarches entreprises par la commune témoignent de l'importance qu'elle porte à cette absolution. Le 15 juin 1601, elle paye 3 écus à Hercules Venel pour 6 jours qu'il a « *vaqué à Aix et à Marseille pour aller quérir*

283 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°585.

284 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°590-593.

285 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°601-603.

286 Inventaires des archives du palais de Monaco - inventaire de la famille Grimaldi-Régusse, par Léon Honoré LABLANDE, 1911 : Première section : titres de la famille Grimaldi / 29 - Papiers concernant les domaines de Charles Grimaldi-Régusse à Signes et à Roquefort. 1541-1674 - G 353.

287 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°614-618.

288 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°658 et 663.

289 Actuelle Mairie de Signes. C'était à l'époque la maison des hoirs de François Sebolin, Arnaud et son épouse Madeleine Maure, et son frère Jean, négociant à Marseille et son épouse Marquise Gardiolle.

290 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°1139 (1597) ; 55 BB10, f°179 (1601), f°204 (1603).

291 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°1159.

292 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°24, multiplications des procès et des saisies : f°30 (20 novembre 1600) : députation à Aix de N. Sebolin pour divers procès de créanciers de la commune, f°100 (5 avril 1601) : saisie des meubles du consul Balthazar de Sebolin par le commis du trésorier du Pays en raison des dettes de la commune contre toute règle de justice, f° 184 (16 septembre 1601) : réclamation du consul Sebolin emprisonné à Aix demandant des fonds « *pour fere appreter un avocat pour son élargissement et pour payer le concierge de la prison, délibéré que l'on tachera de recouvrer argent pour lui mander* ».

293 André de Séguiran docteur en droit et avocat au parlement de Provence, seigneur en partie de Gardanne. ORDINIS, Ch., *Anciennes familles de Provence*, notice sur la famille Séguiran, <http://genobco.free.fr/provence/Seguiran3gardanne.htm>

294 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°64-78.

295 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°21 et 172.

296 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°12.

297 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°95.

lissance de faire publier l'absolution donné par sa Sainteté »²⁹⁸. Cet acte de foi publique de la commune n'attendri pas plus l'évêque que la misère qui frappe ses vassaux. Il fait fermer un des fours de Signes. Le 12 mai 1602, la commune supplie l'évêque lorsqu'il viendra de faire rouvrir celui des 2 fours à pain qui a été « *fermé sans motif pour la plus grande incommodité des pauvres femmes en toute saison et surtout en hiver en temps de neige et de pluies obligées d'aller la nuit par la ville, un seul four ne pouvant suffir aux besoins de la localité* »²⁹⁹. Quand il arrive en juin l'évêque demande 5000 écus qui lui ont été adjugés par arrêt. Le 27, la commune consulte M^e de Fauris, à Aix, car elle est dans l'impossibilité de satisfaire à la demande du prélat. On décide d'un expédient pour régler un acompte de la somme due³⁰⁰. Le lendemain le conseil envoie des représentants pour prier l'évêque « *qui a fait effectuer des saisies* », s'il consentirait à « *se payer en biens pour 3 000 écus sur les 6 000 qui lui sont dus* », d'accepter une cession sur les censives, « *ensemble sur la livre nouvelle faicte et le département en suite d'ycelle facict* » au moyen d'une « *cazarnet des meilleurs maisons* » qui lui sera remis³⁰¹. La commune dans le même temps obtient un arrêt suspendant les exécutions sur les particuliers. Mais Ragueneau passe outre et poursuit ses saisies sur les habitants³⁰². Le 30 juillet on tente de lui représenter la misère du lieu, les efforts qu'on a faits pour lui payer les dettes courantes et malgré « *tant de tracas et procès le désir que l'on a de le contenter et de concerter sur les moyens quy peult tenir pour venir à la paix* »³⁰³. L'évêque de Marseille indique qu'il est disposé pour soulager ses vassaux « *ayant égard à la povreté du lieu et grandes charges de debtes* » à se contenter de 1 000 écus par an, payables par quartiers à partir d'octobre, sur le produit d'une taille³⁰⁴. La commune vote une taille avec cette affectation³⁰⁵. Concomitamment un autre contentieux naît entre la commune et la chartreuse de Montrieux, pour lequel le consul Barnabé Sebolin est emprisonné pendant plus de 3 mois³⁰⁶. Il fait naître une explosion de colère qui conduit au sac de la chartreuse. En 1602, Guillaume Alphant et son fils Louis sont condamnés à mort par le parlement³⁰⁷. Au début de l'année 1603, le conseil communal députe auprès d'un avocat pour éventuellement casser le nouveau bail...³⁰⁸

L'ASSASSINAT

C'est dans ce contexte de grande tension sociale et économique que s'inscrit l'assassinat de l'évêque de Marseille. Certains éléments de ce meurtre restent confus, comme l'arme ou le lieu du crime. On a pu dire que Ragueneau avait été assassiné d'un coup d'arbalète³⁰⁹ plutôt que d'un coup de fusil, ou encore dans son château de Signes³¹⁰ au lieu de sa maison. Pour dissiper tous les doutes, il suffit ici de redonner la parole aux contemporains directs de l'assassinat, le chevalier du Périer et le président du parlement Guillaume du Vair :

« Sur le soir estant, messire Frédéric de Ragueneau, évêque de Marseille, à sa maison de Signe, et se promenant avec le viguier du lieu, dans la salle de son château au bout de laquelle il y avoit une porte couverte d'un tapis de Rear, ainsi qu'i s'en fust approché, comme il levoit sa dextre main sur son ventre, un assassin qui le guettoit lui déchargea un pistolet chargé de trois balles, lesquelles le percerent à jour et le renversèrent. Il trépassa trois heures après. Le château duquel et ensemble celui d'Aubagne furent entièrement pillés tant par ses propres domestiques, qui depuis ne furent vus que par certains autres galans d'Aubagne. Le corps mort étant laissé par terre avec la chemise seule toute ensanglanté...Messieurs de la chambre ordonnée es temps des vacations, dépêchèrent soit le Prévôt des marchands et depuis M. le Président, chaque pour informer

298 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°155.

299 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°140.

300 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°156.

301 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°159-161.

302 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°177 (30 juillet 1602) : acceptation de l'offre d'Arnaud Sebolin de céder à la commune, moyennant certaines conditions, la bastide que l'évêque lui a fait saisir comme particulier obligé envers lui.

303 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°172.

304 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°172.

305 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°187.

306 AD 83 E dépôt 55 BB9, f°601 et 901 ; AD 83 E dépôt 55 BB10, f°107 et 171.

307 AD 83, 1 H 334 passim.

308 AD 83 E dépôt 55 BB28, f°5.

309 Pierre LOUVET (le jeune), *Abrégé de l'Histoire de Provence*, Aix, 1676, Vol. 2, p. 84 ; Jean Louis CHALMEL, *Histoire de Touraine suivie du Dictionnaire biographique des tous les hommes célèbres nés dans cette province*, t 4, Paris, 1828, p. 426.

310 BELSUNCE, M^{sr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, op. cit., t. 3, p. 275. FABRE (A.), *Histoire de Marseille*, Marseille 1829, Vol. 2, p. 219.

*d'un tant horrible parricide, et par même moyen sortir les fruits de son Evesché, en même temps que le sieur d'Esparre, lieutenant de Brignoles alla au lieu de Signe pour informer du même tant abominable coup. »*³¹¹

*« À peine s'estoit présenté à la porte de la sale et demi passé le seuil d'icelle que de dessus la montée luy fust tiré vn coup de pistolet dans le ventre qui entra de costé droit et sortist au gauche prennant néanmoins si peu de ventre qu'on estimoit qu'il n'eust touché que la peau et la graisse, il tumba du coup à la renverse. Vn de ceux qui estoit avec luy se voulut présenter à la porte pour voir qui c'estoit, on luy présenta la pointe d'une espée, il se retira et les meurtriers se sauvèrent. On dit qu'on entrevist qu'ilz étoient trois. Il fust pansé par un barbier du lieu qui ne croyoit pas la playe mortelle. Mais trois heures aprez il rendit l'esprit »*³¹².

L'historien Ruffi³¹³, dont le grand-père fut un contemporain de Frédéric de Ragueneau, ne dit pas autre chose : *« Il gouverna son troupeau jusqu'au 26 septembre 1603 qu'il fut assassiné malheureusement en sa maison de Signes par quelques scélérats, qui s'étant masqués lui lâchèrent un coup de pistolet dans le ventre, dont il mourut »*³¹⁴.

C'est donc dans la maison Bollène³¹⁵, sa demeure du moment, et d'un coup de pistolet que le prélat est assassiné. Dans la foulée de son assassinat, sa maison de Signes est pillée par les habitants, de même qu'à Aubagne son château.

RECHERCHES DES COUPABLES ET PROCÈS

La dépouille du prélat est transportée le 1^{er} octobre à Marseille et deux bières sont commandés à cet effet. L'une pour le transport et l'autre pour les obsèques³¹⁶. Comme cela est relaté par les témoins de l'époque dès le lendemain du meurtre le lieutenant de la sénéchaussée Desparra est dépêché sur place et démarre son enquête les 27 et 28 septembre, avec le juge de Signes Louis Braquetty. Le prévôt des marchands puis le président du Parlement Guillaume du Vair se rendent à Signes. On recueille le témoignage du chirurgien, et les hôtes des différentes auberges sont interrogés. Puis les derniers jours du mois de septembre c'est au tour des consuls et des principaux habitants de la ville. Les interrogatoires s'enchaînent aux mois de novembre et de décembre : Claude Venel, Pierre Nissard, François Buisson, Claude Verguin, Jacques Reboul, André Amalric... Les principaux coupables sont rapidement identifiés : Claude Bausset, natif du Castellet, François Amalric fils de Balthazar et Hercules Venel³¹⁷. Ils appartiennent tous les trois à des familles de notables de Signes³¹⁸. Jacques et André Reboul, Jean Guichard, Marquise Billon sont soumis à la question et torturés, Antoinette Hugonis est ligaturée. Onze complices sont également poursuivis Jacques Reboul, le viguier, Antoinette Amalric, Jules Barbaroux, François Buisson, André Amalric, Calude Venel, Pierre Nissard, Claude Verguin, André Reboul, Jean Guichard, Antoinette Boniffay, Marquise Billon, Pierre de Gaye³¹⁹. Ils témoignent d'une

311 Mémoires de Fr. Du Périer, Escuyer de la ville d'Aix, d'après le Ms de César Nostradamus continuant l'Histoire de Provence, p. 17 verso, Bibliothèque de Carpentras, reproduit dans BOUSQUET, C., *La Major, cathédrale de Marseille*, op. cit., p. 545-546.

312 Guillaume du Vair à Henri IV, d'Aix en Provence, le 29 septembre 1603, B. N., ms.fr.32198 fol. 175r-v, reproduit dans KAISER, W., « La gestation d'un crime... », op. cit., p. 287.

313 Antoine de RUFFI publia les mémoires de son grand-père Robert Ruffi qui fut notaire royal, secrétaire-greffier de l'évêque de Marseille ; ligueur il fut secrétaire-archiviste de la ville de Marseille durant la dictature de Charles de Cazaulx. Voir à ce sujet : KAISER, W. « Le passé refaçonné : Mémoire et oubli dans les Histoires de Marseille, de Robert Ruffi à Louis-Antoine de Ruffi », *Provence Historique*, 1998, 48, 193, p. 279-292.

314 RUFFI, A. de, *Histoire de la ville de Marseille*, Marseille 1696, Vol. 2, p. 36.

315 Elle restera la demeure des évêques de Marseille à Signes jusque dans les années 1640. Elle accueillera Jacques Turicella, François de Loménie, le vénérable Jean-Baptiste Gault, et enfin Etienne de Puget.

316 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°447 (18 septembre 1605) : frais pour fourniture de 2 bières destinées l'une aux obsèques et l'autre au transport du corps de l'évêque à La Major à Marseille.

317 BOUSQUET, C., *Arrêt du parlement de Provence contre les auteurs de l'assassinat commis en 1603, sur la personne de Frédéric de Ragueneau, évêque de Marseille, précédé d'une notice historique*, Librairie Provençale de V. Boy, Marseille, 1856, p. 4-5.

318 Claude Bausset est selon toute vraisemblance le fils d'André Bausset, bourgeois de Signes et de Marguerite Fabre. François Amalric fils de noble Balthazar Amalric et de Camille Castellani, est l'époux de Marquise Sebolin, fille de Balthazar et de Diane Espinassy. Hercules Venel est le fils de Laurent Venel et de Melchionne Desparra (parente de Pierre Desparra, lieutenant de la sénéchaussée).

319 BOUSQUET, C., *Arrêt du parlement de Provence...*, op. cit.

part de la connivence et du large soutien dont ont bénéficié dans la population les meurtriers. Mais leurs noms, certains étant de familles catholiques n'ayant jamais eu aucun lien durant les troubles avec la réforme, démontre si besoin était que le conflit avec l'évêque s'était déplacé sur le plan social et avait transcendé les anciens clivages religieux.

Le procès est instruit par Antoine Seguiran ³²⁰. Signe que le conflit latent entre la commune et son seigneur-évêque est immédiatement perçu comme le mobile du meurtre, dès le 8 avril 1604, elle est incriminée pour manquement à ses obligations d'assurer la protection de Frédéric de Ragueneau conformément à l'arrêt rendu en sa faveur le 6 juin 1583. Le 3 juin 1604, le conseil communal députe M. Sebolin à Marseille à l'effet d'obtenir du prévôt du chapitre de la cathédrale absolution de l'excommunication faite par les hoirs de feu Monsieur de Marseille ³²¹. Le 12 décembre, il est décidé d'aviser les procureurs de la communauté de veiller à la défense du procès intenté par les hoirs de Frédéric de Ragueneau ³²². Et pour cause les héritiers de l'évêque de Marseille lancent une procédure civile à l'encontre de la commune instruite par le conseiller Boniface Bermond de Pennafort concernant entre autres les créances dues par la ville de Signes ³²³. Le 12 juin 1605, Pierre Amalric, fils d'Elzéar, consul et Louis Garnier vont à Aix pour consulter des avocats afin d'obtempérer à l'arrêt de la Cour du Parlement du 27 mai ordonnant aux consuls et habitants de Signes, de représenter avant 2 mois Claude Bausset et autres auteurs de l'assassinat de feu Frédéric de Ragueneau, à peine d'être poursuivis tous sans exception sauf ceux qui auront concouru à la révélation des coupables ³²⁴.

Le 10 juillet 1605, il est délibéré conformément audit avis de présenter requête à la Cour pour avoir rôle des accusés, de solliciter des lettres patentes du Roi pour rechercher Claude Bausset dans la principauté d'Orange où il se serait réfugié, de faire apposer des affiches dans tous les lieux circonvoisins avec promesse de récompense à ceux qui les trouveront, de se pourvoir par monitoire qui sera publié en tous lesdits lieux principalement à Brignoles, Toulon, Marseille, et de rapporter du tout de « *bons exploits et procès-verbaux* », d'obtenir à Orange leur expulsion ³²⁵. C'est chose faite à Brignoles le 4 septembre ³²⁶, à Toulon, Marseille et Oraison le 29 septembre ³²⁷. Le 18 octobre Sébastien Carraire, envoyé dans la principauté d'Orange, rapporte les pièces de la procédure qui y a été enclenchée et des diligences réalisées ³²⁸.

Le nouvel évêque de Marseille, Jacques Turicella, est reçu avec joie par la commune. Le 7 août 1605 on organise pour lui un grand diner dans la maison de Balthazar Sebolin où il loge ³²⁹. Et le nouveau prélat se montre tout de suite bien disposé vis-à-vis de la commune à laquelle il a écrit pour exprimer son désir « *de ne préjudicier la ville et ne plaider aucunement* » ³³⁰. Son attitude tranche immédiatement avec celle de son défunt prédécesseur pour le plus grand soulagement des habitants de Signes. Lorsqu'il arrive à Signes le 10 janvier 1607, les deux consuls lui offre un présent de plusieurs volailles. L'évêque indique « *qu'il désire la pluspart du temps fere sa demeure au présent lieu, comme estant le premier de son evesché et aussi il y prend plus de commodités* » ³³¹.

La commune est exsangue, sur le conseil de M^e de Fauris, elle a voté le 14 décembre 1606 une imposition de 5 000 écus pour une durée suffisante afin d'éteindre ses 40 000 écus de dettes ³³². Un mois plus tard le 7 janvier 1607 il a été décidé de réévaluer la dette à 50 000 écus et demandé à Jean Sebolin de servir d'intermédiaire et de s'employer à emprunter ladite somme à des marchands de Marseille, remboursable sur l'imposition votée ³³³. Une des dettes à régler est celle due à Jacques de Goury, Sieur du Plessis, héritier de l'évêque avec qui le 17

320 Antoine Séguiran, avocat, conseiller au parlement de Provence (1586), président à mortier (1622), puis président de la Cour de Comptes (1623). ORDINIS, Ch., *Anciennes familles de Provence*, notice sur la famille Séguiran, <http://genobco.free.fr/provence/Seguiran2bouc.htm>

321 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°279.

322 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°365.

323 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°394 (5 mars 1605).

324 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°412 et 416.

325 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°419 et s.

326 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°437.

327 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°450 et 452.

328 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°462.

329 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°428.

330 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°558.

331 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°603.

332 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°582 et 591.

333 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°600.

avril 1606 on a dressé un compte ³³⁴. Le 5 juin il a été procédé à une augmentation de la taille « *d'un sezain ou 16 sous par florin pouvant produire annuellement 800 écus, imposé sur chacun cazarnet des quinzeniers* », afin de payer 3 500 écus de principal et les intérêts qui lui sont dus ³³⁵.

Le 18 mars 1608, le parlement rend son arrêt. Claude Bausset et François Amalric sont condamnés à la roue et exécutés en effigie. Claude Bausset voit en outre ses biens confisqués et condamné à 6 000 livres d'amende envers les héritiers de Frédéric de Ragueneau. Hercules Venel est lui condamné aux galères à vie, à 1 000 livres d'amende et à 2 000 livres envers les héritiers de l'évêque. La commune est, elle, condamnée à 10 000 livres d'amende envers les héritiers, 2 000 envers le Roi. Elle doit en outre voter une somme de 50 livres pour un service expiatoire tous les vendredis à Signes, et 50 livres pour une messe solennelle anniversaire de la mort de Frédéric de Ragueneau à La Major. Obligation humiliante, les consuls devront y offrir chaque année à genoux un cierge de deux livres. Deux plaques de cuivre l'une à La Major et l'autre à Signes seront gravées pour se souvenir du crime ³³⁶.

L'ÉPILOGUE D'UNE LONGUE ET DOULOUREUSE AFFAIRE

Si le volet pénal de cette affaire a été assez rapidement réglé, le procès civil avec les héritiers de Frédéric de Ragueneau, les hoirs de Jacques Goury, sieur du Plessis-Saint Georges et de Anne de Ragueneau, va lui s'éterniser.

Le 24 octobre 1617, il est décidé de députer de « M de La Motte » à Paris pour le procès contre Goury de Saint Georges ³³⁷. Ce député est le fils aîné de Balthazar Sebolin, François, avocat au Parlement, 1^{er} consul de la ville de Hyères en 1612, député aux Etats Généraux à Paris en 1614, et seigneur de La Motte. Il a déjà eu à se rendre à Paris pour des affaires portées devant le conseil privé ³³⁸, et se trouve par ailleurs être le beau-frère d'un des meurtriers poursuivi François d'Amalric ³³⁹. Le 1^{er} novembre 1617, on fait dresser un inventaire des pièces concernant la vérification des dettes de feu l'évêque de Marseille remises par les anciens consuls ³⁴⁰. Antoine Icard, d'Ollioules, docteur en droit et avocat de la communauté au conseil du Roi est chargé de répondre à la sommation de Frédéric de Goury Saint Georges, portant de ne toucher en rien sur ses biens et de payer ce qui lui est dû, ainsi que de poursuivre l'assistance en cassation les exécutions qu'il a fait réaliser au mépris des arrêts de règlement touchant les communautés impuissantes ³⁴¹. Un nouveau député est envoyé à Paris pour suivre le procès engendrant des frais importants ³⁴². Il est d'ailleurs contraint de s'endetter auprès de M^r de Gaillard, trésorier du Pays ³⁴³. Des sommes importantes sont empruntées par la commune pour payer le Sieur de Saint Georges ³⁴⁴. Ce dernier obtient un arrêt de renvoi à Paris, et la commune doit à nouveau, en octobre

334 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°517.

335 AD 83 E dépôt 55 BB10, f°521.

336 BOUSQUET, C., *Arrêt du parlement de Provence...*, op. cit.

337 AD 83 E dépôt 55 BB12, f°5.

338 Voir notamment : *Inventaire des arrêts du Conseil Privé sous les règnes de Henri III et Henri IV*, t.2, 2^e partie, numéro 7948, 1604, 2 avril, Paris.

339 Marquise Sebolin, baptisée à Signes 6 mars 1582. Parrain : André Bausset, Marraine : Marquise de Gardiolle. Elle épouse le 11 aout 1598 François d'Amalric, fils de Balthazar, écuyer de Signes, et de Camille de Castellani.

340 AD 83 E dépôt 55 BB12, f°10.

341 AD 83 E dépôt 55 BB12, f°13.

342 AD 83 E dépôt 55 BB12, f°15, 18, 21, 37, 40, 61 (1617-1618).

343 Pierre Gaillard, seigneur de Ventabren, conseiller du roi contrôleur ordinaire et ancien provincial des guerres, nommé trésorier général des gens des trois Etats de Provence (10 décembre 1612), élu deux fois député auprès du roi par les Etats de Provence. Il épouse Marquise de Villages fille de feu César, seigneur de la Salle, et de Magdeleine de Cauvet. André de Séguiran docteur en droit et avocat au Parlement de Provence, seigneur en partie de Gardanne. ORDINIS, Ch., *Anciennes familles de Provence*, notice sur la famille Gaillard de Longjumeau, <http://genobco.free.fr/provence/Gaillard-Lon1.htm>; AD 83 E dépôt 55 BB12, f°70.

344 AD 83 E dépôt 55 BB12, f°47, 56, 58 et 76.

1618, confier sa défense à M^e Pierre de Fauris devant le parlement de Provence ³⁴⁵. On lève des impôts ³⁴⁶ et des particuliers de la ville prêtent à la commune une partie des fonds ³⁴⁷.

Le 24 mai 1620, il est proposé de remettre le procès Saint Georges pour l'arbitrer à deux messieurs de la Cour et à des gens de robe courte et de solliciter l'assistance de M le conseiller de Thoron, mais plusieurs conseillers refusent de signer ladite délibération qui reste sans suite ³⁴⁸. Cependant un an plus tard, le 12 février 1621 une transaction est conclue au nom de la commune par Balthazar Sebolin et Claude Venel avec M^r de Goury ³⁴⁹. Elle n'est ratifiée que deux ans plus tard le 25 juin 1623 ³⁵⁰. La délibération est signée entre autres par Jean et Arnaud Sebolin, plusieurs Nissard, par Blaise Spinass, fils du notaire Antoine, anciens protagonistes du conflit avec M^{gr} de Ragueneau. C'est qu'il a fallu entre temps trouver les fonds nécessaires pour honorer la transaction. Le 8 mai 1622, il a été délibéré d'emprunter 8 000 écus au baron de Covet et au conseiller Ballon ³⁵¹ à qui l'on offre de se colloquer sur les biens des particuliers dont il leur sera fait cession jusqu'à concurrence de leurs créances, et à défaut de voter une taille de 2 sous par florins ³⁵². Le règlement de ces derniers prendra encore près de 5 ans à la commune ³⁵³.

Les procès réglés, et les dettes payées, la commune va s'employer à être relevée de l'obligation humiliante pour les consuls de se présenter à La Major chaque année pour offrir, à genoux, un cierge durant la messe en souvenir de M^{gr} de Ragueneau. Elle s'acquitte désormais régulièrement des pensions dues. Le 30 avril 1625, Antoine Sassagne, prêtre, reçoit 12 écus, pour arrérages de 4 années de service de la messe de feu M^{gr} de Ragueneau ³⁵⁴. On trouve trace chaque année du voyage du consul à Marseille pour la messe et du don du cierge ³⁵⁵. Les relations de la commune avec leur seigneur-évêque sont d'ailleurs depuis Jacques Turicella au beau-fixe. Quand François de Loménie vient à Signes pour la première fois le 6 juin 1626 il reçoit en présent de la commune 2 chevreaux, 12 paires de perdrix, 12 chapons, et autres chasses. Elle prend en charge les dépenses du nouvel évêque et tout son ordre « *pour l'honneur qu'on lui doit* ». On fait placer les armoiries de l'évêque à l'entrée du lieu et sur la maison où il loge et on fait faire une enseigne de « *demy armoisin de Gènes* » qui restera entre la main des consuls ³⁵⁶. Comme un symbole que les troubles religieux appartiennent désormais à un lointain passé, le 29 juin 1638, l'église Saint Pierre tombant en ruine, le conseil communal décide de déposer dans la maison du 1^{er} consul Pierre Sebolin, rue Saint Jean, l'image de Saint Jean, le reliquaire, les calices et vases sacrés avec leurs patènes ³⁵⁷. C'est dans cette même maison que se tenait 50 ans auparavant le culte protestant où étaient présents le père du 1^{er} consul, son grand-père maternel, son beau-père et plusieurs autres membres de sa famille ³⁵⁸. Pour arriver à ces fins la commune va solliciter l'aide de ses principaux citoyens.

345 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o84, 85, 88.

346 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o108 (20 janvier 1619), f^o150-151 (15 décembre 1619), f^o152 (27 décembre 1619).

347 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o110 (2 février 1619) : Prêt de divers particuliers de la somme nécessaire, moins 44 écus, provenant de l'exaction de la taille imposée à ce sujet pour acquitter M. de Saint Georges. Balthazar Sebolin et le 1^{er} consul Pierre de Gaye : 100 écus chacun, Jean Bourguignon, Pierre Maritan, Elzias de Balme et Pierre Amalric de feu Bertrand : 25 écus chacun.

348 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o174.

349 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o204-205.

350 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o296.

351 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o251.

352 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o266-267 (29 et 30 octobre 1622).

353 AD 83 E dépôt 55 BB12, f^o299-300 (23 juillet 1623), f^o320 (21 février 1624) ; dépôt BB13, f^o13 (11 juin 1625), f^o27 et 42 (août 1625), f^o143, 145 et 147 (25 mars 1628).

354 AD 83 E dépôt 55 BB13, f^o7.

355 Voir par exemple : AD 83 E dépôt 55 BB13 f^o126 (21 septembre 1627) : paiement de 48 sous pour achat d'un cierge blanc offert à l'offrande de la messe célébrée à Marseille en mémoire de M^{gr} de Ragueneau ; f^o267 (21 septembre 1631) : vote à Paul Spinass, bourgeois et consul vieux, de 6 écus pour divers voyages et assistance à la messe célébrée à Marseille en mémoire de M de Ragueneau et 48 sous pour le cierge et présentation ; f^o447 (30 septembre 1635) : fourniture du cierge de 2 livres ½ pour la messe de M^{gr} de Ragueneau ; dépôt 55 BB14, f^o253 (9 octobre 1644) : vote de 3 écus à Matthieu Berge consul pour indemnité de voyage à Marseille pour assister à la messe annuelle en mémoire de M^{gr} de Ragueneau.

356 AD 83 E dépôt 55 BB13, f^o65 et 66.

357 AD 83 E dépôt 55 BB14, f^o320.

358 AD 83 4B6, f^o6, contrat de mariage du 24 novembre 1617 entre Pierre Sebolin (de Barnabé et Catherine Bausset) et Honorée Sebolin (d'Arnaud et Madeleine Maure). Témoins : André Venel, capitaine Claude Venel, Balthazar Sebolin, David Spinass. Contrat de mariage du 11 février 1583 (M^e Buisson, Signes) entre Barnabé Sebolin (de feu Barthélémy et Catherine Amalric) et Catherine Bausset (d'André et Jeanne Fabre). Témoins : capitaine Vincens Sebolin, Balthazar Amalric.

Le 4 février 1634, elle demande à M^r d'Espinassy, 1^{er} consul et gouverneur de Marseille, d'employer sa faveur auprès du Roi et du cardinal de Richelieu afin d'obtenir la décharge du service de la messe anniversaire de la mort de M^{gr} de Ragueneau célébrée le 26 septembre dans l'église de La Major et celle célébrée tous les vendredis dans l'église de Signes, suivant arrêt du Parlement de mars 1608, la communauté étant innocente n'ayant jamais trempé de fait ni de consentement à ladite mort. Elle reçoit dans le même temps par l'entremise de Balthazar Sebolin, écuyer, le consentement de M^r de Goury, héritier dudit évêque, à ladite demande ³⁵⁹.

Le 15 mai 1639, c'est le fils d'un des assassins, Jean-Paul d'Amalric ³⁶⁰, alors à Paris, qui est cette fois-ci missionné pour obtenir la décharge du service de la messe célébrée dans l'église de La Major et celle célébrée tous les vendredis dans l'église de Signes ³⁶¹. Les démarches n'aboutissent pas, et le 7 juin 1645, le conseil communal décide de consulter des avocats pour les faire abolir ³⁶². Mais l'implication personnelle d'un des coupables va finir par porter ses fruits. Au mois de février 1646, la commune emprunte 1 500 écus au président de Régusse, neveu de Jean Paul d'Amalric ³⁶³, pour les employer à la suppression de la messe ³⁶⁴, et en avril la commune obtient des lettres patentes portant rémission de l'offrande ³⁶⁵. Le 10 juin 1646, le conseil adresse ses remerciements à Jean-Paul d'Amalric au sujet de la peine qu'il a prise pour obtenir grâce et abolition de l'assistance et offrande personnelle auxquelles était tenu le 1^{er} consul à la célébration de la messe en mémoire de l'évêque ³⁶⁶. Quarante-trois ans après l'assassinat de M^{gr} de Ragueneau et après avoir subi cette humiliante peine pendant trente-sept ans, Signes obtient l'absolution du jeune Roi Louis XIV.

359 AD 83 E dépôt 55 BB13, f°347-349.

360 Jean-Paul d'Amalric, né en 1601, de François Amalric et Marquise Sebolin, marié religieusement le 30 novembre à La Ciotat (témoin Jacques Prepaud) et par contrat du 6 décembre 1634 (Antoine Prepaud, notaire à La Ciotat), à Anne de Martin fille d'Antoine de Martin et d'Angélique de Grimaud.

361 AD 83 E dépôt 55 BB14, f°393.

362 AD 83 E dépôt 55 BB15, f°282.

363 Jean-Paul d'Amalric est l'oncle du président à mortier du parlement de Provence Charles de Grimaud de Régusse, qui est également un parent de sa femme. Sa tante Louise Amalric est la grand-mère de Charles de Grimaud de Régusse. Louise Amalric fille de Sire Balthazar et de feu Marguerite Gasquet, épouse le 18 janvier 1586 Gaspard Grimaud, bourgeois du lieu de La Ciotat, fils de Sire Michel et de feu Marguerite Chaix. Inventaires des archives du palais de Monaco - inventaire de la famille Grimaldi-Régusse, par Léon Honoré LABLANDE, 1911 : Première section : titres de la famille Grimaldi / 29 - Papiers concernant les domaines de Charles Grimaldi-Régusse à Signes et à Roquefort. 1541-1674 - Pièce 2 : « *Prothocolle des actes receuz par moy François Busson, notaire royal du lieu de Signes, en l'année mil cinq cent quatre-vingt et six* ».

364 AD 83 E dépôt 55 BB15, f°308.

365 BELSUNCE, M^{gr} de, *L'antiquité de l'église de Marseille...*, op. cit., t. 3, p. 278.

366 AD 83 E dépôt 55 BB15, f°329.